

que faire?

REVUE COMMUNISTE

« Unité d'action, liberté de discussion et de critique, voilà notre définition. Cette discipline est la seule digne du parti démocratique de la classe avancée. »

LENINE, décembre 1906.)

--- Sommaire ---

EDITORIAL. — Soupapes de sûreté ou Garanties réelles?

PROBLEMES ACTUELS. — **P. LENOIR :** Les Bases sociales de l'opportunisme du P. C. F. — **M. BRIZON :** Le Programme du Front Populaire. — **A. M.** Les Frères Siamois du Réformisme.

NOTES. — Sur le Congrès de Tours.
Tours.

VIE DU PARTI. — **M. BREVAL :** La Fin de la Fédération des Jeunes communistes.

SUR LE FRONT CULTUREL.
CHRONIQUE PARLEMENTAIRE.
REVUE DE LA PRESSE.

PRIX

2^e année N^o 15

Mars 1936 1 fr.

QUE FAIRE ?

Revue Communiste mensuelle

ABONNEMENTS

France : Un an 10 fr. Six mois 5 fr.

Etranger : — 18 fr. — 10 fr.

Abonnement de soutien : 20 fr.

POUR LES MANDATS

LUCOT, C. C. 192.025 PARIS

**ATTENTION ! CE QUI CONCERNE LA CORRESPONDANCE
DOIT ETRE ADRESSE :**

**QUE FAIRE ? -- IMPRESSIONS MODERNES
37, boulevard de Strasbourg, PARIS 10^e**

La revue Que Faire?, se propose

I QUE FAIRE? fondée et rédigée par des militants communistes, a pour but de défendre les principes du marxisme-léninisme, abandonnés par l'Internationale Communiste, et de travailler, sur cette base, à l'élaboration de la politique communiste qui seule peut mener le prolétariat à la victoire.

II QUE FAIRE? se propose, en particulier, d'étudier les problèmes concrets de la révolution prolétarienne en France, partie intégrante de la révolution internationale, d'apprécier à la lumière du marxisme la vie politique et sociale de ce pays, d'analyser la crise du mouvement communiste français et mondial.

III QUE FAIRE? née de la révolte contre le régime de bâillon imposé au parti communiste, se dresse contre ce régime qui n'est qu'un simulacre de discipline, car il n'est pas destiné à assurer l'unité d'action dans la lutte pour la révolution prolétarienne, mais à empêcher les camarades fidèles au communisme, de combattre la politique antimarxiste de la direction du Parti, contraire aux intérêts du prolétariat.

IV QUE FAIRE? appelle tous les révolutionnaires prolétariens, tous les communistes, membres ou non du P. C. , à se grouper autour de QUE FAIRE ? afin de lutter pour la reconstruction du Parti communiste, conformément aux principes constitutifs de l'Internationale Communiste, élaborés par Lénine, en dehors desquels il ne peut y avoir de véritable parti du prolétariat.

V QUE FAIRE? demande à tous ses lecteurs de former des groupes d'amis de QUE FAIRE ? de collaborer avec la revue, de l'aider dans la mesure de leurs moyens.

La revue n'a d'autre ressources que celles provenant des cotisations volontaires de ses partisans. Elle adresse un pressant appel à tous ses amis pour qu'ils participent d'une manière régulière à sa souscription permanente.

EDITORIAL

Soupapes de sûreté ou garanties réelles

La manifestation populaire du 16 février a dépassé, quant à son ampleur et puissance, toutes les démonstrations précédentes du Front Populaire. La vigueur de la réaction des masses ouvrières, après l'attentat contre Blum, a jeté l'effroi dans le camp des ligues dont l'impuissance s'est étalée au grand jour. Il est de même incontestable que ce sont les cris : « Les Soviets partout », et les sons de « l'Internationale » qui ont dominé dans le cortège.

La bourgeoisie devrait être effrayée. Or, c'est le contraire qui se produit. Aux députés de droite qui feignent de croire qu'une telle manifestation pouvait servir les révolutionnaires, Sarraut, dans son discours du 21 février répond :

« Non ! je ne voudrais pas que l'on dénature l'aspect de la manifestation... Dans cette manifestation on a pu mesurer les forces d'une grande conscience républicaine réveillée. »

« Manifestation gigantesque, s'écrie-t-il enthousiaste, tout à l'éloge du grand Paris. »

Vigoureusement applaudi et approuvé par les députés socialistes et communistes, il explique les raisons de son enthousiasme :

« L'irritation populaire pouvait amener des représailles et des effusions de sang... En autorisant la manifestation de dimanche le gouvernement a ouvert une **soupape de sûreté**... Elle constituait le meilleur moyen d'empêcher une agitation qu'il y avait intérêt à calmer aussitôt. »

Qu'importe à la bourgeoisie ce que l'on crie pourvu que l'on marche comme elle l'entend.

Si en février 1936 la soupape de sûreté du gouvernement Sarraut a fonctionné sans le moindre grincement, c'est parce que les partis qui ont actuellement l'influence décisive sur le prolétariat se sont chargés d'appliquer les directives gouvernementales. Ce n'est pas qu'au Parlement que parti socialiste et parti communiste sont devenus les soutiens du gouvernement de la bourgeoisie ; c'est aussi dans la rue. Et il ne saurait en être autrement. L'attitude au Parlement n'est que le reflet, d'ailleurs souvent habilement camouflé, de l'attitude adoptée dans tous les autres domaines de la vie politique.

Il y a 9 ans bientôt, Sarraut, porte-parole autorisé de la bourgeoisie, ministre de l'Intérieur de Poincaré, signifiait aux communistes d'alors qu'un certain nombre de domaines leur étaient interdits : l'action antimilitariste, l'action anti-impérialiste, l'action révolutionnaire liée aux mouvements revendicatifs ouvriers, le travail illégal, etc... Abandonnez cette politique, que nous ne

saurions tolérer, leur disait-il, et nous vous tendrons la main, rien ne s'opposera à ce que nous marchions ensemble, mais sinon, concluait-il, je vous le dis : « force à la loi ! »

Or, aujourd'hui, ces « domaines interdits », véritables champs d'action spécifiques des révolutionnaires prolétariens, sont abandonnés : on laisse de côté la lutte contre l'impérialisme français qui écrase de ses tanks le peuple syrien révolté. Au travail révolutionnaire dans l'armée, on substitue la défense de l'armée républicaine bourgeoise, on ne lutte même plus pour la réduction du temps de service, le manifeste de Villeurbanne se prononce seulement « **contre une augmentation du service militaire** » (pas plus de deux ans, s'il vous plaît !). Finie la lutte contre les décrets-lois ! Quant au travail illégal...

A 9 ans d'intervalle, le marché que Sarraut proposait en vain aux dirigeants du prolétariat révolutionnaire est aujourd'hui accepté par ceux-ci.

C'est pourquoi : ensemble on marche, ensemble on vote la confiance à Sarraut le 21 février (pour la première fois la fraction communiste vote **pour** un gouvernement bourgeois), ensemble on manœuvre la soupape de sûreté, ensemble on canalise le torrent populaire.

Le « communisme 1936 » n'est plus l'ennemi de la bourgeoisie. Il est son écluseur.

Ainsi, le gouvernement Sarraut-Flandin, Front Populaire élargi « de Cachin à Bonneval », a pris la direction réelle du Rassemblement Populaire et fait servir celle-ci à ses fins, en canalisant le mouvement des masses en manifestations, certes imposantes, mais parfaitement anodines quant à leurs conséquences sur la lutte du prolétariat contre la classe bourgeoise.

Le prolétariat veut et doit mener la lutte contre le fascisme et la réaction, contre les insolences et les crimes de quelques bandes de trublions. Mais est-il donc fatal qu'il ne puisse mener cette lutte qu'en tirant les marrons du feu pour le compte de la bourgeoisie ? Est-il donc voué à ne réagir que suivant les méthodes et dans les limites que lui imposent les Sarraut et les Flandin du capital, de telle façon qu'il renforce en définitive la puissance de la classe au pouvoir ?

Car enfin, c'est à cela qu'aboutit la « canalisation » par la bourgeoisie de la colère des masses et de la lutte infatigable et pleine d'abnégation que les prolétaires mènent depuis plus de deux ans. Elle a abouti à l'entérinement des décrets-lois de spoliation contre qui aucune lutte n'est menée et dont on ne parle même plus ; au renforcement de l'appareil d'Etat bourgeois par de nouveaux décrets-lois et des lois nouvelles, telle celle du 10 janvier 1936 ; à l'acceptation passive des condamnations féroces qui frappent les manifestants de Caen, les ouvriers grévistes, les militants antimilitaristes, les révolutionnaires des colonies ; à l'impunité pour les assassins de Limoges...

Ainsi, le prolétariat, loin de se préparer un terrain plus

large et plus facile pour déployer ses forces en vue de ses propres objectifs et de sa propre libération, permet à la bourgeoisie de forger de nouvelles armes réactionnaires, de serrer la bride, de le tenir matériellement et idéologiquement en une plus étroite tutelle.

On ne peut déraciner le fascisme, atteindre sérieusement la réaction sous la direction de Sarraut et de Flandin. On ne peut ainsi qu'aboutir à des mesures partielles, symboliques, plus illusoire que réelles.

Les ouvriers révolutionnaires commencent à s'en rendre compte. En tenant compte de leur état d'esprit, Dimitroff dans « l'Humanité » du 18 février est obligé d'avouer que « la garantie réelle contre le fascisme, c'est l'action des masses elles-mêmes qui doivent réaliser un contrôle effectif sur le désarmement des bandes fascistes et sur leur dissolution réelle... » qu'il faut « protéger chaque militant du mouvement ouvrier... » que « les lois ne sont pas elles-mêmes une garantie contre le fascisme... »

Quelles sont donc ces garanties réelles et le moyen de réaliser un contrôle effectif des masses prolétariennes sur la dissolution des ligues et des bandes réactionnaires armées ?

Si l'on ne veut pas se payer de mots et se condamner à rester dans le domaine des belles phrases, cela signifie d'abord que les masses doivent **n'avoir aucune confiance** dans la police, la garde mobile, l'armée bourgeoise, pour réaliser ce contrôle. Or, précisément, toute la ligne du Parti communiste depuis les déclarations de Duclos et du radical Marc Rucart le 14 juillet 1935 consiste à prôner la police républicaine, la garde mobile républicaine et à leur faire confiance.

Cela signifie ensuite, et l'idée est excellente, que des organes émanant directement des masses laborieuses doivent **se substituer**, en vue de ce contrôle, à la police, aux tribunaux, au gouvernement. Mais le Front Populaire s'est précisément scellé contre cette conception, non pas pour s'appuyer sur le contrôle effectif des masses prolétariennes, mais pour s'appuyer sur les institutions républicaines bourgeoises et pour la défense de la Constitution de 1875.

Garanties réelles et contrôle effectif, cela signifierait la rupture avec les dirigeants bourgeois et petits bourgeois du Front Populaire. Mais Cachin, Thorez, Duclos, ne disent-ils pas chaque jour que cette rupture serait le pire des maux et qu'il faut maintenir le Front Populaire actuel à tout pris ?

Garanties réelles contre les agressions à main armée et contrôle effectif des masses prolétariennes, cela signifie aussi que les masses prolétariennes doivent, contre des bandes armées, pouvoir être, elle saussie, armées et éduquées dans ce sens. Mais à l'unanimité les dirigeants du Front Populaire se dressent avec énergie contre le moindre pas dans cette direction, et ils votent toutes les mesures empêchant l'armement des citoyens.

Toute la politique contenue dans les indications de Dimitroff est violemment contredite par la politique réelle du Front Populaire qui s'y oppose diamétralement.

Dimitroff parle d'or, mais la politique réelle de la section française de l'I. C. inspirée et approuvée par l'I. C. constitue un contraste et un démenti permanent à ces belles paroles.

Elle consiste précisément à orienter le prolétariat vers les « victoires » parlementaires, vers les illusions légalistes, vers la subordination aux méthodes petites bourgeoises et bourgeoises, dans le **respect de la loi républicaine**.

Comment les hommes représentatifs de l'I. C., Dimitroff, Cachin, Thorez, Duclos, Gitton, peuvent-ils parler de **garanties réelles**, de **contrôle effectif** au moment même où ils repoussent la bouche pleine d'injures et de calomnies, toute proposition concrète, tout mot d'ordre immédiat, visant à faire obtenir par la lutte directe des masses ces garanties réelles et ce contrôle effectif ?

C'est en dépit de ces dirigeants et contre leurs conceptions, contre leur politique réelle, qu'il faut mener dans le Front Populaire la propagande pour une politique prolétarienne dont l'esprit se résumera si l'on veut en une formule : « garanties réelles, contrôle effectif des masses ».

Une telle politique substituant la véritable démocratie de la masse, la démocratie par en bas aux « vénérables » et réactionnaires institutions républicaines, est la seule qui non seulement est capable d'extirper les racines mêmes du fascisme, mais aussi de permettre un large développement des forces du prolétariat.

Cette politique oriente les masses à lutter pour substituer à la police la milice populaire où chaque travailleur exercerait des fonctions de sauvegarde de l'ordre ; à l'armée permanente, l'armement du peuple ; à la bureaucratie inamovible, véritable dynastie capitaliste, l'élection de tous les fonctionnaires par le peuple ; à la magistrature capitaliste, le jury populaire où participeront tous les citoyens, etc...

Ce programme se lie étroitement à la lutte pour le contrôle ouvrier sur la production, pour la nationalisation des monopoles capitalistes, de fait, etc.

Programme utopique, dira-t-on. Utopique pour les bourgeois radicaux et leurs élèves dans le mouvement ouvrier, mais seul pratique et réel pour les larges masses populaires. L'immense cortège du 16 février s'est déroulé dans un ordre exemplaire, car il n'y avait pas de police, car le peuple lui-même s'est chargé de l'ordre. Or, quand il s'agit de rappeler à l'ordre quelques trublions du quartier latin ou de mettre dans l'impossibilité de nuire les Daudet ou Maurras, « l'impuissance » de l'Etat républicain éclate. Car il s'agit de toucher dans ce cas aux privilèges des jeunes bourgeois et des professeurs réactionnaires, de la presse

véreuse, des chats-fourrés au service du capital, des hauts fonctionnaires, des chefs de la police, etc., etc., de toucher, en un mot, à tous les outils de la classe au pouvoir.

Les chefs du Front Populaire préfèrent augmenter les pouvoirs du gouvernement capitaliste, lui fournir des armes qu'il utilisera demain contre les ouvriers. On peut dorénavant dissoudre en sept heures n'importe quelle organisation ouvrière. C'est une voie antidémocratique, opposée à la lutte véritable pour la démocratie.

Les dirigeants du Front Populaire s'engagent dans cette voie capitaliste, car ils **ne veulent pas lutter réellement** contre les oligarchies financières et leur Etat, ils veulent empêcher le développement vigoureux de la lutte des classes, seule force qui engendre des réformes démocratiques sérieuses. On ne peut prêcher la réconciliation française et en même temps lutter pour la démocratie, on ne peut s'accrocher aux basques des républicains modérés et s'attaquer en même temps aux privilèges des 200 familles dont les Flandin et les Sarraut ne sont que des agents. Il faut choisir entre la lutte révolutionnaire pour la démocratisation consécutive du régime et la collaboration avec la bourgeoisie pour la consolidation de son Etat bureaucratique-policière.

Le programme que nous préconisons n'a rien de spécifiquement socialiste. C'est le programme bourgeois-démocratique conséquent dont la réalisation assurerait au prolétariat les meilleures conditions dans sa lutte pour le socialisme. Un point absolument certain, c'est que la classe ouvrière ne peut arriver au pouvoir que sous la forme de la République démocratique. La République démocratique est l'étape qui conduit **directement** à la dictature du prolétariat. La révolution prolétarienne ne tombera pas du ciel comme un cadeau inespéré, elle ne naîtra pas dans les urnes électorales. C'est à travers la lutte pour les réformes démocratiques profondes, pour des mesures de transition qui allégeraient la misère des masses en sapant les privilèges capitalistes, que le prolétariat peut et doit préparer sa révolution. La lutte contre le fascisme, contre la réaction, contre les oligarchies financières, opposée à la lutte contre l'Etat bourgeois, séparée de la lutte pour la révolution, n'est qu'un leurre et une duperie.

La lutte pour ce programme suppose un grand et patient travail de propagande, d'éducation et d'organisation des ouvriers au sein du Front Populaire, une lutte systématique et convaincante de débouillage de crâne contre les conceptions petites bourgeoises des dirigeants du Front Populaire.

C'est au cours de cette lutte que se reconstruira le parti révolutionnaire du prolétariat, le véritable parti communiste.

Mener cette lutte contre la politique des « soupapes de sûreté », pour des « garanties réelles », contre l'hégémonie petite bourgeoise et bourgeoise et pour l'hégémonie du prolétariat dans le Front Populaire, doit être la tâche principale des révolutionnaires prolétariens.

PROBLEMES ACTUELS

Les bases Sociales de l'opportunisme du P.C.F.

Le P. C. F. est né à Tours, comme parti prolétarien, rompant toutes les attaches avec la société bourgeoise et son agence, le réformisme. La lutte contre l'occupation de la Ruhr par l'impérialisme français, contre le bloc des gauches en 1923-1924, contre la guerre au Maroc, voici quelques pages glorieuses de son histoire.

Aujourd'hui, quinze ans après Tours, le P. C. F. est en train d'abandonner les derniers vestiges de son passé révolutionnaire pour « se réconcilier » avec la bourgeoisie française. A la lutte des classes prolétariennes il oppose « la liberté dans l'amour du prochain », à la révolution — les rêves sur la République Française des Soviets. Du communisme prolétarien vers le réformisme petit bourgeois. Voilà le chemin parcouru depuis quinze ans.

L'EMBOURGEOISEMENT DU MOUVEMENT OUVRIER

Comment cela a-t-il pu arriver? Quelles sont les causes de cette décadence? Voici la question que se posent avec angoisse tous les révolutionnaires prolétariens.

Un simple coup d'œil sur l'histoire du mouvement ouvrier mondial nous montre que la dégénérescence des organisations de classe du prolétariat, leur embourgeoisement, ne sont pas, hélas! un événement exceptionnel. C'est plutôt une tendance permanente qui se développe parallèlement au mouvement ouvrier moderne.

Comment Marx, Engels, Lénine expliquent-ils ce processus? Par la corruption de certains groupes de la classe ouvrière.

La bourgeoisie d'une « grande » puissance impérialiste peut économiquement corrompre les couches supérieures de sa classe ouvrière, en sacrifiant cent ou deux cents millions de francs par an; car la plus-value qu'elle perçoit (de l'exploitation des peuples coloniaux P. L.) s'élève probablement à un milliard environ. Et c'est une question secondaire que de savoir comment cette petite gratification est répartie entre les ouvriers-ministres, « les ouvriers-députés », ..., les ouvriers-fonctionnaires, les ouvriers organisés en unions étroitement corporatives, les employés, etc., etc. ». (Lénine, l'impérialisme et la scission du socialisme, *Contre le courant*, Tome II, p. 264.)

Il ne s'agit pas ici d'une corruption individuelle et directe. Très souvent les politiciens ouvriers bourgeois croient sincèrement défendre les intérêts des ouvriers, ils peuvent même personnellement être honnêtes et désintéressés. Il s'agit d'une corruption sociale, quand une couche de la classe ouvrière — l'aristocratie et la bureaucratie ouvrières — se rapprochent, grâce à leur niveau de vie et leur situation sociale, des classes moyennes, des petits bourgeois, et

espèrent maintenir leur situation privilégiée par la politique de collaboration de classe.

Si le P. C. F., après quinze ans d'existence, finit par sombrer dans le réformisme, la question se pose : dans quelle mesure le processus de son embourgeoisement a suivi le même chemin que celui de la II^e Internationale?

La pénurie des matériaux rend des études de ce genre très difficiles. Pourtant les données disponibles permettent déjà, en attendant des recherches plus fouillées, d'indiquer au moins en lignes générales les voies qu'a suivi l'embourgeoisement du P. C. F. Le P. C. F. peut, de ce point de vue, être considéré comme le parti-type de la III^e Internationale, comme la social-démocratie allemande l'était pour la seconde.

« LES COMPAGNONS DE ROUTE »

La première chose à envisager, c'est le rôle respectif des éléments petits bourgeois et prolétariens dans le mouvement communiste. L'activité du P. C. F. était, dès sa fondation, dominée par les problèmes électoraux, sauf une courte période, de 1929-1930, quand son influence de masse a baissé le plus. Or, au second tour, presque toujours, la victoire des élus communistes dépend des électeurs qui ont voté au premier tour pour les candidats socialistes ou autres candidats de gauche. Ces électeurs sont ou bien des petits bourgeois, ou bien des ouvriers influencés par l'idéologie petite bourgeoise.

Il suffit de rappeler que lors des élections de 1932, un seul communiste, Doriot, fut élu au premier tour. Les neuf autres ont dû leur élection aux électeurs ayant voté au premier tour pour d'autres candidats. Personne ne conteste aujourd'hui que parmi les électeurs de Doriot des éléments petits bourgeois, satisfaits de sa gestion municipale, ont joué un rôle de première importance. Il se montre ainsi que tous les députés communistes ont dû leur élection aux éléments petits bourgeois. Le même raisonnement s'applique aux conseillers généraux, aux municipalités, etc.

Pour conquérir « ces compagnons de route », ces éléments hésitants, le parti prolétarien est trop souvent poussé à s'adapter à leurs aspirations, à ne pas heurter leurs préjugés, à atténuer la propagande proprement communiste. Il suffit de parcourir la presse électorale communiste là où l'on menait une agitation électorale sérieuse, même dans les périodes du cours ultragauchiste pour se convaincre que le contenu et le ton de cette littérature ne se distinguaient pas beaucoup de la littérature correspondante de la S. F. I. O. Il suffit de comparer l'activité d'une municipalité communiste et d'une municipalité socialiste, le travail d'un grand syndicat de cheminots dirigé par des communistes et de celui dirigé par les jouhautes, le travail d'une coopérative dirigée par les uns et les autres, enfin le travail quotidien d'un député communiste et socialiste, consistant dans les services rendus à ses électeurs ouvriers ou petits bourgeois, pour se convaincre que les différences de contenu sont ici vraiment minimes. Dans les deux cas on fait le même travail de petites réformes dans le cadre de la légalité bourgeoise, on défend les revendications immédiates par les méthodes réformistes traditionnelles on ne sort pas des cadres de la politique locale, corporativiste.

En montrant le rôle des « compagnons de route » petits bourgeois dans la dégénérescence du P. C. F., nous ne voulons pas en tirer la conclusion que le parti ouvrier ne doit pas s'occuper de la petite bourgeoisie ou qu'il ne doit pas participer aux élections. Il faut le faire, mais pour gagner des éléments petits bourgeois à la cause de la révolution prolétarienne et non pas pour adapter le programme communiste à la petite bourgeoisie. Du moment où l'on met au centre la conquête des municipalités et des sièges pour « notre grand parti », du moment où l'activité du parti prend de plus en plus un

caractère municipaliste, électoraliste, pendant que le mouvement syndical se limite aux cadres corporatifs, la dégénérescence bourgeoise devient inévitable.

L'activité non imprégnée de la propagande constante pour le communisme, visant non pas la préparation des masses pour la révolution prolétarienne, mais les succès immédiats, tangibles qui peu à peu se substituent à la lutte pour les buts révolutionnaires, cette activité mène vers l'embourgeoisement du mouvement.

L'ARISTOCRATIE OUVRIERE

Le second point à examiner c'est la composition sociale du P. C. Une statistique intéressante a été publiée dans le rapport d'organisation pour le VII^e Congrès du P. C. F. en 1932 (page 23). Voici comment se répartissaient 2.800 membres de 12 régions parmi lesquelles, à côté de régions fortement prolétariennes, comme le Nord, la région lyonnaise, figurent des régions paysannes (Limousin, Languedoc) :

1.092 ouvriers	soit	39	%
457 personnel à statut	soit	16	%
94 employés	soit	3,5	%
391 paysans	soit	14	%
766 divers	soit	27,5	%
<hr/>			
2.800		100	%

Ainsi, les ouvriers forment à peine 39 % des effectifs du parti (dans le Nord ce pourcentage ne dépasse pas 56,5 %). Ce qui frappe le plus, c'est le pourcentage énorme des divers, des petits bourgeois ou gens à profession indéterminée, qui forment **plus d'un quart** des effectifs. Soulignons enfin le rôle important du « personnel à statut » qui joue, vu la stabilité relative de traitement et de l'emploi, la retraite et autres avantages du même genre, le rôle d'une couche privilégiée par rapport aux masses des ouvriers de l'industrie privée qui peuvent à chaque instant tomber en chômage.

Le grand rôle du « personnel à statut » apparaît également dans la répartition des cellules d'entreprises dans la région Paris-Ville (rapport pour la conférence des 11-12 janvier 1936, page 12). Au 15 octobre 1935, sur 187 cellules d'entreprises, 83 (44,5 %) comprenaient des ouvriers de l'industrie privée, 104 (55 %) groupaient le personnel des services publics.

Les statistiques des cellules d'usines ne sont pas déterminantes, car tous les ouvriers travaillant à l'usine ne sont pas organisés dans les cellules d'usines ; d'autre part, ces cellules groupent souvent beaucoup de rattachés. Pourtant, le nombre infime de ces cellules dans l'industrie privée fournit une indication sur les forces du parti dans les grandes usines. De plus, leur nombre diminue sans cesse.

Le nombre de cellules d'usines passe en France de 2.418 en 1928 à 1.837 en 1930 (Bewer : « L'I. C. et ses Sections », page 53), à 776 en octobre 1935 (dont 196 à Paris et 101 dans le Nord).

« Sur 3.681 cellules, 725 seulement sont dans les usines et les administrations », constate Nédelec au VII^e Congrès de l'I. C. (« Cahiers du Bolchévisme », numéro spécial, octobre 1935, page 1254).

Les statistiques de la C. G. T. U. fournissent le même tableau. Sur 234.390 membres (en juin 1931), 151.115, soit **plus de la moitié**, appartiennent aux services publics et sont des ouvriers à statut. (Rapport d'organisation pour le VII^e Congrès, pages 68-69). Sur 1.500.000 métallurgistes en France, la C. G. T. U. en groupait à la même époque 19.375, etc...

Depuis cette période, surtout depuis le tournant de 1934, la pénétration dans le parti des éléments petits bourgeois entraînés par la politique du front populaire s'est accentuée. Le noyau prolétarien du parti communiste s'est encore affaibli. Quiconque connaît la vie des organisations du parti ne pourra nier que dans nombre d'organisations règne une attitude hautaine envers les ouvriers mal payés, mal habillés, attitude qui reflète les aspirations et les tendances de l'aristocratie ouvrière.

LA BUREAUCRATIE OUVRIERE

Le troisième canal de pénétration de l'idéologie bourgeoise dans le mouvement ouvrier, c'est la bureaucratie ouvrière qui, dans la mesure où elle se libère du contrôle de la base ouvrière du parti et commence à jouer un rôle indépendant, devient le porte-parole de l'idéologie petite bourgeoise.

Selon le rapport d'organisation au VII^e Congrès du P. C., le parti avait à ce moment 164 municipalités avec 2.763 élus et des minorités dans 264 municipalités avec 697 élus. Sur ces 164 localités, il y en a 9 avec plus de 20.000 habitants, elles possèdent donc un appareil important. En 1932, le parti avait 10 députés, 4 conseillers généraux de Paris, un conseiller municipal de Paris, 11 conseillers généraux en province. Ainsi, pour un parti ayant au maximum 25.000 adhérents (chiffre fourni par Thorez dans son rapport au C. C. du 17 octobre 1935) nous avons près de 4.000 élus.

Tous ne peuvent, naturellement, être englobés dans la bureaucratie ouvrière ; les simples conseillers municipaux ou maires de petites localités ne se distinguent pas, par leur genre de vie, de leurs concitoyens. Mais dans les municipalités importantes, avec un personnel nombreux, le nombre de membres du parti investis de fonctions municipales et appointés est considérable. C'est par dizaines qu'il faut compter ainsi les camarades travaillant dans l'appareil municipal.

Le nombre des fonctionnaires syndicaux membres du P. C. ne peut être exactement déterminé ; il s'agit ici de centaines de camarades. En 1932, 68 coopératives étaient dirigées par des communistes ; cela fait de nouveau quelques centaines d'employés et de fonctionnaires.

L'appareil du parti proprement dit comprend, sauf les élus, une quarantaine de personnes au centre (si l'on en juge d'après le chiffre des salaires fourni dans le rapport pour le VII^e Congrès) ; avec les fonctionnaires du parti dans la région parisienne et en province, nous arrivons facilement à 200-300.

A cela il faut ajouter le personnel de « L'Humanité », des journaux de province, des maisons d'édition, les fonctionnaires communistes des organisations influencées par le P. C. (Secours rouge, Secours ouvrier, Amis de l'U. R. S. S., etc.), les fonctionnaires des Jeunesses Communistes, les délégués-mineurs membres du P. C., etc., etc.

Nous obtenons ainsi toute une « corporation de fonctionnaires » comptant des centaines de membres, et qui constitue pour la direction du parti un appui de la plus haute importance. Ce sont, dans leur majorité écrasante, des ouvriers d'origine, mais ils ne sont plus des ouvriers, ils se rapprochent, d'après leurs conditions de vie, leurs aspirations, des petits bourgeois. A ce point de vue, une parenté étroite les lie à l'aristocratie ouvrière.

Depuis 1935, la bureaucratie dans le parti a encore augmenté. Le parti gagne 127 nouvelles municipalités, des minorités dans 448 municipalités avec 1.044 élus contre 697 en 1929. Le nombre de municipalités dans les localités de plus de 20.000 habitants passe de 9 à 22 ; la minorité commu-

niste à Saint-Etienne assure au parti une série de postes dans l'appareil municipal.

Lors des élections de 1934, le parti obtint 30 conseillers généraux au lieu de 11 ; en 1935, dans la Seine, 25 élus au lieu de 4 ; en même temps le nombre de conseillers municipaux de Paris passe de 1 à 9.

La bureaucratisation du P. C. F. rappelle ce qui s'est passé avant la guerre dans les partis socialistes de la II^e Internationale. En Allemagne, les fonctionnaires du parti et des syndicats formaient un syndicat particulier qui avait en 1913 3.617 membres.

L'esprit de la « bureaucratie ouvrière » dépasse d'ailleurs les cadres des fonctionnaires proprement dits. Il faut y ajouter les aspirants-permanents, les éléments qui veulent arriver, occuper des postes et qui, pour gagner des galons, multiplient les courbettes devant les dirigeants pour montrer « leur dévouement à la direction ».

Dans son livre, « La guerre et la crise du socialisme », écrit en 1915-1916, Zinoviev cite une série de déclarations curieuses sur le rôle de l'aristocratie et de la bureaucratie ouvrières.

Un des dirigeants du mouvement syndical allemand, le président du syndicat des relieurs, a déclaré à une conférence des bureaux syndicaux :

« Je ne fais pas de reproches. Mais il va de soi que quand nous étions tous dans l'atelier et devons nous satisfaire avec un salaire moindre, nous étions personnellement plus intéressés qu'aujourd'hui pour que le régime social actuel change plus vite. »

Le procès-verbal note que l'orateur a été interrompu par de nombreuses marques de désapprobation. Quelqu'un a pourtant ajouté : « C'est plus juste encore pour les permanents du parti ».

Wilhelm Liebknecht se rendait compte que les dirigeants du parti viennent, pour la plupart, de l'aristocratie ouvrière.

« Vous, ici présents, — a-t-il déclaré au Congrès de 1892 — vous êtes en majorité des aristocrates parmi les ouvriers. J'ai en vue vos revenus. Les ouvriers dans les mines de Saxe, les tisserands de Silésie, se considéreraient comme des Crésus s'ils gagnaient autant que vous autres. »

Même si les traitements des fonctionnaires sont modestes dans le P. C. et la C. G. T. U. par rapport au parti socialiste et à la C. G. T., le fait même d'un traitement stable, dans la période de chômage intense, constitue un genre de privilège. D'ailleurs, le salaire d'un permanent unitaire — la presse a cité récemment le chiffre de 1.500 francs par mois — constituerait un trésor pour les ouvriers textiles de la Seine-Inférieure, des Vosges, pour les pêcheurs de la côte bretonne, pour les mineurs de la Mure, pour les ouvriers agricoles, etc.

Dans la social-démocratie allemande, l'évolution consistait à réduire continuellement des fonctions des organisations plus larges du parti au profit des comités plus étroits ; les chefs du parti considéraient d'ailleurs qu'on est encore trop « démocrate ». Ne voyons-nous pas la même évolution dans le P. C. F. ? Il suffit de rappeler le rôle des sections du Parti jusqu'à 1924, la réduction continuelle du rôle politique des cellules au profit des comités, expropriés à leur tour par les bureaux et enfin par les secrétaires obéissant aveuglément au secrétariat du parti.

Le parti communiste apparaît comme une pyramide. Sa base est constituée par les électeurs communistes — 800.000 en 1932 — plus les femmes, les jeunes, les étrangers, etc., qui n'ont pas le droit de vote. Son sommet, c'est en groupe de trois, quatre personnes — le secrétariat du parti — agissent sur les ordres d'une seule personne, Staline, par l'intermédiaire du Comité exécutif de l'I. C. Les échelons intermédiaires successifs sont formés par les syndiqués ex-unitaires ou lecteurs de « L'Humanité » — 200.000 à 300.000, —

les membres du parti — 60.000-70.000, — la « corporation des fonctionnaires du P. C. », enfin, la mince couche des membres de l'appareil central et régional du parti.

La discussion dans « L'Humanité » à la veille du VIII^e Congrès du parti et le Congrès lui-même, reflètent cette constitution *réelle* du parti dégagée de ses décors démocratiques mensongers. Ce sont les secrétaires régionaux et les membres de l'appareil qui, seuls, ont le droit de participer à ce simulacre de discussion ; la base, les ouvriers communistes, n'ont qu'à écouter, à approuver et à appliquer.

L'I. C. ET LES COMMUNISTES NATIONAUX

Comment dans ces conditions est déterminée la politique du parti ? Staline n'agit pas dans le vide, il ne plane pas au-dessus des classes et de leurs intérêts. Staline représente la bureaucratie soviétique, il peut imposer aux partis communistes une politique qui correspond aux intérêts momentanéés de l'U. R. S. S., mais cela ne suffit pas pour déterminer la politique de l'I. C.

Comment agir dans une grève, comment réagir à une manœuvre parlementaire, dans les questions municipales, envers les paysans, les petits commerçants — tout cela ne peut être déterminé sur la base de la politique extérieure de l'U. R. S. S. Le C. E. de l'I. C. et le C. C. du P. C. F. peuvent adopter les résolutions les plus révolutionnaires, la politique de tous les jours du parti, dans la mesure où la base ouvrière est affaiblie et réduite à l'impuissance, est une politique réformiste et petite bourgeoise. Le véritable soutien de la direction de l'I. C. et du P. C. F., ce sont les maires, les dirigeants syndicaux, les délégués-mineurs, les dirigeants des coopératives, les fonctionnaires, les éléments petits bourgeois qui ont peu à peu envahi et transformé le parti, qui « ont eu » ses éléments prolétariens.

Du moment où les directives de l'I. C. entrent en contradiction avec les aspirations et les intérêts de cette couche décisive, ce n'est pas le C. E. tout-puissant qui a le dernier mot. Les directives ne sont pas appliquées, on les sabote, on n'en tient pas compte — toute la « troisième période » est remplie de plaintes de plus en plus amères sur la non-application des directives excellentes, sur la passivité des partis, sur le sabotage des directives, etc. — ou bien les « notables » se révoltent et s'en vont en entraînant une bonne partie de leurs troupes (la révolte des six conseillers pupistes, Doriot, etc., etc.). L'appareil du parti doit se soumettre à ceux qui lui donnent sa force ou bien « se démettre » en se coupant des masses qui suivent leurs élus.

Une contradiction apparaît ainsi au sein même de la couche supérieure du parti : les élus, les fonctionnaires obligés de compter avec leurs électeurs, liés à l'aristocratie ouvrière, et la couche plus mince de la bureaucratie directement soumise au centre, lui devant une obéissance absolue. La direction *réelle* du P. C. et de l'I. C. est, au fond, le bloc de ces deux groupements : 1^o une minorité embourgeoisée du prolétariat et 2^o l'appareil communiste proprement dit, ce qu'on pourrait appeler « le parti mondial de Staline ».

Pour maintenir sous leur influence les ouvriers dégoûtés du réformisme traditionnel, déçus par le parti socialiste, les politiques communistes « de masse » ont besoin d'un « drapeau révolutionnaire pur ». En mettant sur la mairie réformiste, sur les journaux réformistes, sur toute la vieille politique petite bourgeoise l'insigne avec le marteau et la faucille, on réussit à maintenir et à gagner de nouvelles recrues. La bureaucratie soviétique qui domine l'I. C. par l'intermédiaire du parti bolchéviki, a tout avantage à se lier aux dirigeants ouvriers qui se chargent de défendre sa politique et de lui fournir le soutien des masses.

Ainsi l'Internationale communiste qui était au début basée sur la collaboration du prolétariat russe victorieux avec l'avant-garde prolétarienne des

pays capitalistes, s'est transformée, à mesure que se poursuivait la dégénérescence de l'Etat soviétique, d'un côté, celle du mouvement communiste ouvrier, de l'autre, en un bloc de deux bureaucraties, cela signifie objectivement la collaboration de l'Etat soviétique avec une des agences de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, collaboration dirigée **contre** les intérêts du prolétariat.

Cette collaboration n'est pas simplement morale, elle a aussi des bases matérielles. Nous ne voyons aucun, inconvénient à poser nettement cette question. Les prétendues « révélations » de Doriot sur « l'or de Moscou », inspirées par le pire esprit chauvin bourgeois, lequel accepte bien d'être **corrompu** par la bourgeoisie française, mais pas par l'étranger, méritaient une autre réponse que des dénégations petites bourgeoises patriotardes des dirigeants du P. C. Aucun ouvrier honnête ne voit le moindre inconvénient de recevoir l'aide de ses frères étrangers pour la lutte de classe ; il faut condamner, par contre, chaque aide qui ne sert pas les intérêts de lutte de classe mais qui aide, en revanche, à renforcer l'emprise bourgeoise sur le mouvement ouvrier, qu'elle vienne de l'étranger ou de la France.

Nous hésitons d'autant moins à aborder ce sujet important pour la compréhension de la constitution **réelle** de l'I. C. que le VII^e Congrès mondial, sous une forme un peu voilée, a fourni les éléments essentiels du problème.

Voyons donc les chiffres. Dans son rapport au VII^e Congrès de l'I. C., le camarade Angerets, de la Commission internationale de contrôle, indique dans les rentrées pour la période 1928-1934 une somme de 6.164.590,03 dollars comme **cotisations** pour les diverses sections de l'I. C. (« Correspondance Internationale » n^o 69, p. 1023). Cela fait (1 dollar or = 25 francs) 155 millions de francs, soit 26 millions de francs par an.

Or, le compte-rendu financier du P. C. F. pour le 8^e congrès n'indique **aucune somme** pour les cotisations à l'I. C. Ce ne sont pas certes, les partis illégaux ou partis légaux plus faibles que le P. C. F., qui versent de l'argent à l'I. C. Donc, sauf peut-être le P. C. chinois dans les régions soviétiques (il paraît bien douteux, vu les difficultés énormes du travail communiste en Chine, que cet argent sorte de la Chine), ce ne peut être que l'U. R. S. S. qui verse ces sommes.

Le budget des dépenses de l'I. C. comprend deux postes essentiels : 1^o frais d'administration (les frais de l'appareil de l'I. C.) 63 millions, soit 5,3 millions de francs par an ; 2^o sommes versées aux journaux du parti, frais d'édition, dépenses pour besoins éducatifs, culturels (subsidés aux partis) 100 millions, soit plus de 16 millions par an.

Ainsi, grosso modo, d'après le compte-rendu officiel de l'I. C. certainement **au-dessous** de la réalité, des 26 millions versés par le P. C. de l'U. R. S. S., l'I. C., 16 millions vont aux partis des pays capitalistes.

LES CONTRADICTIONS DU STALINISME

Dans la mesure où le parti communiste développe son influence sur les masses et augmente le nombre de ses élus, les subventions de l'I. C. jouent un rôle moindre dans son budget. Prenons le compte-rendu financier du P. C. F. pour son 8^e Congrès. Les cotisations des élus couvrent en 1934 à peu près 15 pour 100 du budget. Imaginons qu'en 1936 le parti ait 40 élus. Cela fait 30 fonctionnaires de plus et, si les cotisations restent les mêmes 60 pour 100 du budget assurés. Cela diminue d'autant le rôle et l'influence du C. E. de l'I. C. L'affaiblissement du parti, au contraire, renforce sa dépendance de l'I. C.

Mais l'I. C. n'est intéressante pour la bureaucratie soviétique que dans

la mesure où elle influence la vie politique du pays et est un facteur actif de la politique, a des masses derrière elle. Or, chaque pas dans cette voie renforce le rôle des chefs nationaux, des élus, avec lesquels il faut compter, qui, par leurs fonctions même, subissent une pression renforcée de la part de la bourgeoisie nationale.

Ainsi, le développement même du mouvement communiste sape les bases de l'Internationale communiste actuelle, ou plutôt de cette organisation hiérarchisée de fonctionnaires sélectionnés qui constitue sa colonne vertébrale. Une petite secte peut obéir aux injonctions de l'extérieur, elle peut changer sa politique de 180 degrés, tout cela n'a pas d'ailleurs de grandes répercussions ni dans la classe ouvrière ni dans le pays. Une grande organisation, avec des milliers de membres, des centaines de milliers d'électeurs, est intégrée dans la vie politique du pays, dans la lutte de classe. Ce sont les rapports de classes en France qui déterminent de plus en plus sa ligne politique. « Notre grand parti » doit parler de plus en plus le français et non pas le russe, mais il n'y a pas de « français » au-dessus des classes ; il y a le français prolétarien et il y a le français bourgeois. C'est le français bourgeois qui sonne de plus en plus haut dans « l'Huma », dans les discours des meetings, dans toute la politique du parti.

Or, pour faire la politique bourgeoise française dans le prolétariat on n'a vraiment pas besoin de deux partis. Dans la mesure où les intérêts de la bourgeoisie française la poussent vers la collaboration avec l'U. R. S. S., Léon Blum ne défendra pas moins la Russie soviétique que Gabriel Péri ou Edouard Herriot. Dans le cas contraire, si les intérêts de la France exigeaient un tournant contre l'U. R. S. S., la bureaucratie communiste ne présente pas de garanties plus grandes que la bureaucratie socialiste. L'exemple de Doriot, hier défenseur de l'U. R. S. S., aujourd'hui son adversaire, annonce le chemin pour les autres.

Et Staline ? Que dira-t-il ? Les masses n'obéiront-elles pas à son appel ? Le VII^e congrès de l'I. C. a proclamé Staline « chef de l'I. C. », chef du prolétariat mondial. Oui, mais les barons féodaux allemands avaient déjà l'habitude de chanter que le « roi est absolu... quand il fait notre volonté ». En mai 1935 les « barons communistes » français ont fait placarder l'affiche « Staline a raison », car cette « raison de Staline » correspondait à leurs aspirations secrètes, à leurs sentiments patriotes refoulés, aux préjugés de leurs électeurs. Sous le pseudonyme de Staline, c'est Marcel Cachin de 1914, c'est tout le personnel réformiste hérité de la S. F. I. O. qui prenait sa revanche sur Tours, sur l'internationalisme prolétarien militant.

Demain, quand les intérêts de la bourgeoisie l'exigeront, ceux qui défendent aujourd'hui l'U. R. S. S. « au nom de la politique traditionnelle de la France », en s'inspirant des discours de Herriot, prennent leur sac au dos « fraternellement et indissolublement » unis aux autres réformistes et bourgeois du Rassemblement Populaire.

Mais les dirigeants de l'I. C. et de l'U. R. S. S. actuelle ne raisonnent pas dans les catégories historiques lointaines. Pour le moment on marche ensemble avec la France bourgeoise. On ne va donc pas se quereller avec nos « frères » Jouhaux et Blum pour la révolution prolétarienne dont nous « rêvons » tous. La C. G. T. unique existe déjà. Aucun principe ne s'oppose à la naissance du parti unique. Les querelles actuelles n'ont d'autre but que d'assurer aux membres sélectionnés et militarisés de « l'ordre staliniste », c'est le produit de 11 ans de « débolchévisation » des partis communistes qui consistait à chasser l'esprit de Tours, l'esprit de la révolution prolétarienne, l'esprit de Lénine, les meilleures conditions de travail pour la politique de rapprochement franco-soviétique. Il faut que le P. C. puisse, après la fusion des deux bureaucraties, continuer son existence sous la forme de « section des Amis de l'U. R. S. S. pour le travail parmi les ouvriers ».

VERS LA RECONSTRUCTION DU PARTI COMMUNISTE

Une fois de plus les chefs indignes ont laissé tomber le drapeau de la révolution prolétarienne et sont passés de l'autre côté de la barricade qui sépare les classes. Ce sont les ouvriers révolutionnaires, adhérents à deux partis réformistes et en dehors d'eux, qui relèveront ce drapeau à l'instar de leurs aînés à Tours, il y a quinze ans.

Pour la reconstruction du véritable parti communiste il faut tenir compte des expériences du passé, de celles de la II^e comme celles de la III^e Internationale. Il faut comprendre les causes de l'embourgeoisement du mouvement ouvrier ; c'est seulement ainsi qu'on pourra le contrecarrer efficacement.

Chaque peuple, dit-on, a le gouvernement qu'il mérite. En fin de compte il faut dire que chaque mouvement ouvrier a les chefs qu'il mérite.

Il ne s'agit pas du retour vers l'époque où le mouvement ouvrier était si faible qu'il pouvait se passer de l'état-major de ses employés et fonctionnaires, non, il faut regarder en avant, quand le mouvement ouvrier se transformera, quand le mouvement puissant des masses soumettra à son contrôle cet état-major... La direction non contrôlée de la bureaucratie ouvrière sera liquidée quand les masses entreront sur la scène historique. La nouvelle époque mettra en avant une nouvelle génération de dirigeants, elle créera de nouvelles formes de contrôle de la part des masses ouvrières sur leurs députés et mandataires. » (Zinoviev, Livre cité plus haut.)

Aucune garantie formelle, ni les statuts démocratiques, ni une charte marxiste, ni les sermons révolutionnaires, ne suffisent pour préserver le mouvement ouvrier devant la bureaucratisation et l'embourgeoisement. C'est la question du rapport des forces entre la bourgeoisie et le prolétariat. La faillite des organisations ouvrières montre qu'au stade donné, la bourgeoisie a réussi à battre les ouvriers par la décomposition intérieure de leurs rangs, comme elle les bat ailleurs par la terreur directe.

Mais après chaque défaite de ce genre la classe ouvrière, enrichie par l'expérience, se relève et gravit un échelon de plus dans son ascension vers la victoire finale. Il n'y a pas d'autre moyens de sauvegarder les organisations ouvrières devant l'ennemi de classe que la politique marxiste juste qui implique la volonté inébranlable d'en finir avec la société capitaliste. Seuls les ouvriers, conscients de leurs intérêts de classe, peuvent assurer la victoire durable de cette politique au sein du mouvement. La participation active et permanente de la base ouvrière à l'élaboration de la politique du parti, à la solution de toutes les questions importantes, le contrôle vigilant et systématique des masses sur leurs mandataires, en dehors de ce régime de véritable démocratie prolétarienne il ne peut y avoir de mouvement ouvrier de classe. L'élimination des influences petites bourgeoises n'est pas un simple problème d'organisation ; c'est toute la politique et l'activité quotidienne du parti qui sont en jeu. Les ouvriers étant maîtres de leur parti, l'affluence des éléments petits bourgeois agissant sous le contrôle des masses du parti ne peut que renforcer le parti au lieu d'accélérer sa perte, comme c'était le cas jusqu'à présent.

« La transformation d'un parti du vieux type de parti parlementaire européen, réformiste en fait et seulement légèrement teinté de couleur révolutionnaire, en un parti de type nouveau, un parti réellement révolutionnaire, réellement communiste, est une chose extrêmement difficile. L'exemple de la France montre cette difficulté de la façon peut-être la plus évidente. Modifier dans la vie quotidienne le type même du travail du parti, transformer la routine, arriver à ce que le parti devienne l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire sans se séparer des masses, en s'y liant au contraire de plus en plus

étroitement, en les élevant à la conscience et à la lutte révolutionnaires, c'est la chose la plus difficile, mais aussi la plus importante. » (« Cahiers du Bolchévisme », n° 5 du 1^{er} mars 1935, page 319.)

L'article de Lénine duquel ce passage est extrait, écrit en mars 1922, constitue, à côté de son discours au IV^e congrès de l'I. C. en novembre 1922, une sorte de testament pour le mouvement communiste mondial. Lénine conseillait aux partis communistes d'utiliser la courte trêve entre deux vagues révolutionnaires pour effectuer ce changement radical et profond.

Or, la trêve s'est montrée beaucoup plus longue que ne l'avait prévue Lénine. Les ouvriers communistes n'ont pas réussi à l'utiliser dans son esprit. Le vieux parti socialiste, qui à Tours en 1920, se débarrassant de son aile la plus corrompue, se rangeait sous le drapeau du communisme, n'a pu être transformé en un véritable parti communiste « réellement révolutionnaire ». Malgré des périodes héroïques où le P. C. F. fut à la tête des luttes ouvrières, les quinze années qui nous séparent de Tours ont été utilisées par la bureaucratie communiste, appuyée sur les éléments petits bourgeois, pour ramener le mouvement en arrière, pour restaurer ainsi « le vieux type de parti parlementaire réformiste teint de couleurs révolutionnaires ».

Le testament de Lénine garde donc toute son actualité : la régénérescence du mouvement ouvrier ne s'effectuera que par la lutte impitoyable contre la politique réformiste des dirigeants socialistes comme contre celle des dirigeants communistes et par le retour au marxisme-léninisme.

Pierre LENOIR.

Le programme du Front Populaire

Après de longs et difficiles conciliabules, le Comité directeur (?) du Front Populaire s'est donné un programme. Les dirigeants de feu la C. G. T. U. le reprennent pour en proposer à la C. G. T. unifiée l'adoption comme plateforme de revendications immédiates.

Sous quel drapeau, pour quels idéaux va donc désormais officiellement se dérouler le mouvement du Front Populaire ? Rappelons brièvement les idées principales du programme.

Les têtes de chapitres nous montrent qu'il est axé sur les trois mots d'ordre : la liberté, la paix, le pain.

1^o Par liberté on entend les poursuites légales contre les ligues, la « moralisation » de la pourriture bourgeoise... par l'institution d'incompatibilités parlementaires.

Liberté de la presse par l'abrogation des lois scélérates et le vote de lois contrecarrant l'emprise des oligarchies sur la presse. Egalité devant la T. S. F. Libertés syndicales. Sauvegarde de l'école laïque. Quant aux colonies elles devront se contenter d'une commission d'enquête parlementaire sur la situation dans les « territoires français (!) d'outre-mer ».

Cette seule énumération fixera chaque communiste sur l'efficacité des mesures préconisées pour la conquête de la liberté. Nous nous bornerons seulement, à titre d'illustration de souligner deux faits caractéristiques.

Pour faire « une France propre et honnête » on reprend les mesures votées sous... Tardieu. Lors des scandales Oustric-Peret-Tardieu on avait institué les « incompatibilités ministérielles ». Or, les récents débats à la Chambre démontrent que cela n'empêche point un général Maurin, entre deux passages au cabinet ministériel, d'appartenir à des conseils d'adminis-

tration de marchands de canons. L'extension des « incompatibilités » aux députés donnera les mêmes résultats pour la « moralisation » de la société bourgeoise.

Parmi les moyens de développer l'école le programme demande la prolongation de scolarité obligatoire jusqu'à 14 ans. Mesure éminemment audacieuse. La preuve c'est que le gouvernement Sarraut-Frossard pour limiter le chômage des jeunes vient de déposer un projet dans le même sens.

2° La paix, en régime capitaliste !, est défendue au programme par des souhaits utopiques de collaboration des peuples, par le renforcement de la S. D. N., la préparation du désarmement « général, simultané et contrôlé » (ô Briand !), la répudiation de la diplomatie secrète, « l'ajustement » du traité de Versailles, etc., etc.

3° Le pain est promis au programme par la semaine de quarante heures, les grands travaux, la revalorisation des produits agricoles, l'« humanisation » des décrets-lois de Laval « en attendant leur abolition aussi rapide que possible » (?). En même temps on promet de défendre l'épargne contre les méchants financiers par des réformes juridiques que, depuis des années, du plus gauche radical jusqu'au plus modéré des vieux sénateurs (en passant par les journaux de Bourse), tous les politiciens jettent en pâture aux rentiers outrés de leur éternelle spoliation, comme si cette spoliation n'était pas un effet « naturel » de l'existence même des systèmes financier et boursier modernes.

Enfin, on retrouve, bien entendu, la rengaine sur le contrôle de la Banque de France (devenant Banque de la France par le seul fait que l'Etat bourgeois s'y substituera aux « 200 familles ») ; l'impôt sur la fortune, nationalisation des industries de guerre, « détente fiscale », lutte contre les fraudeurs du fisc par l'institution de la carte d'identité fiscale, etc., etc.

**

On le voit bien, il s'agit d'un programme petit bourgeois réformiste pour lequel on semble à l'envie avoir gratté tous les fonds de tiroirs des panacées confusionnistes. Il n'y a rien là qui n'agrée entièrement au Parti radical auquel on a fait le plaisir d'adopter jusqu'à sa trouvaille du Congrès de Wagram « l'humanisation » des décrets-lois en enterrant leur abolition sous une formule d'« attente ».

**

L'indigence du programme est si criante que même un réformiste tel que René Belin, secrétaire de la C. G. T., écrit dans « Le Peuple » du 1^{er} février : « Je serais sans foi et sans ardeur pour servir une organisation syndicale qui se satisferait au moment où nous sommes, d'un programme immédiat tel que celui qui est issu des délibérations du Comité du Rassemblement populaire... Je crois que le syndicalisme vaut mieux que cela, et je crois surtout qu'il peut davantage ».

Frachon qui ne semble pas gêné dans une situation qui lui vaut les reproches de modération de la part du réformiste Belin, répond dans « L'Humanité » du 8 février : « Le grand mérite du programme, c'est qu'il nous assure l'appui d'alliés importants et nombreux ».

Ces alliés, on le devine, c'est l'aile petite bourgeoise du Front populaire, le Parti radical que Lénine, encore en 1913, qualifiait de « dernier parti bourgeois » dont « les différences d'avec la « réaction » deviennent toujours moindres ».

Bernstein disait : « Le mouvement est tout, le but final n'est rien ». Frachon intitule son second article « L'action facteur essentiel » (« Humanité » du 10 février 1936) et se lance dans une démonstration pour nous

convaincre que le prolétariat, une fois sur la voie de l'action, trouvera son chemin. Aussi peut-on « en attendant » reléguer le but final (et même les décrets-lois) et inscrire au drapeau les utopies réactionnaires petites bourgeoises telles que la paix en régime capitaliste, la limitation du pouvoir des oligarchies sans toucher aux fondements du régime, etc.

Est-ce bien vrai ? L'histoire démontre que chaque fois que le prolétariat abandonnait le ferme terrain de ses revendications pour passer sur le terrain de la petite bourgeoisie, il sombrait avec elle dans les déceptions de la défaite...

L'alliance, certes, est nécessaire avec les couches inférieures de la petite bourgeoisie, mais le prolétariat ne peut pas renoncer à son programme pour s'abaisser au niveau de son allié arriéré, instable, imbu de préjugés. C'est à celui-ci d'adopter le terrain de lutte du prolétariat, et alors la lutte commune pour des revendications immédiates devient possible. Or, le programme que défend le P. C. au lieu de combattre les illusions petites bourgeoises les renforce par le seul fait de son adhésion et le transporte dans le camp du prolétariat où ce programme vient obscurcir la vue des buts de classe, des moyens prolétariens de mettre fin à la misère, de combattre la guerre, etc.

On ne peut pas à la fois « ouvrir la voie » et encombrer cette voie de tout un fatras de buts utopiques, de jalons faux qui déroutent.

Mais, au fait, pourquoi attribuer à ce programme une signification qu'il n'a pas. Il n'est nullement une étape vers des luttes décisives. Léon Blum, en quelques mots de présentation, en publiant le programme dans le « Populaire », a bien défini sa portée. « C'est, dit-il en substance, la charte des bons républicains dont l'adoption sera le critérium pour les désistements au second tour des prochaines élections législatives. La montagne du Front populaire accouche d'une souris électorale (qu'on pourra d'ailleurs trahir une fois les radicaux assurés de leurs mandats). Et c'est en pure perte que Frachon et les autres leaders du P. C. nous présentent ce programme comme un guide (et quel guide !) vers une étape supérieure de luttes populaires.

**

Le programme ainsi ramené à ses justes proportions, l'adhésion du P. C. n'apparaît pas plus justifiable. En aucun cas, le prolétariat ne saurait abandonner son indépendance sans trahir ses intérêts. Or, adopter une plateforme commune petite bourgeoise avec le parti radical, une entente de ce genre, constitue justement l'abandon de l'indépendance du prolétariat.

En 1907, lors de la lutte contre la réaction tsariste et ses Cent Noirs, pendant la période électorale (pour la Douma d'Empire) les socialistes-révolutionnaires petits-bourgeois proposèrent au parti bolchévik des ententes du genre 1936. Lénine leur répondit catégoriquement :

« Non, messieurs, nous ne parlerons même pas avec vous, ni d'ententes permanentes, ni de manifestations communes. Mettez-vous d'accord avec nous sur la politique de lutte contre les Cent Noirs et contre les constitutionnels démocrates ; mettez-vous d'accord par des actes (souligné par Lénine) — tel est notre ultimatum. » (T. XI.)

Dans la même année, au V^e Congrès du Parti, polémisant contre le menchévik Liber qui préconisait des ententes avec la bourgeoisie libérale contre le tsarisme, Lénine dit :

« De deux choses l'une : ou bien le Parti ouvrier mène effectivement une politique prolétarienne indépendante, alors nous admettons des actions communes avec une partie de la bourgeoisie seulement dans le cas où elle, cette partie, accepte notre politique et non pas le contraire. Ou bien nos paroles sur l'indépendance de la lutte de classe du prolétariat restent des paroles vides. » (T. XI.)

C'est dans le même esprit que la conférence du Parti social-démocrate russe, dès novembre 1906, « a décidé à l'unanimité qu'en cas d'ententes, dans la campagne électorale, avec des partis bourgeois (partis bourgeois démocratiques. — R. B.) une plateforme électorale commune avec ces partis est absolument inadmissible ».

On nous répondra : oui, mais le programme du Front populaire n'est pas le programme du Parti. Le Parti peut propager le sien. On ne peut avoir deux programmes à la fois, la pratique le montre surabondamment. (A propos, le P. C. F. ne possède pas encore de programme ; il est inconcevable qu'un grand Parti n'ait pas trouvé, depuis quinze ans, de temps pour l'élaborer.)

Loin de critiquer le programme du Front populaire, le Parti le défend même contre les réformistes et en transforme les parties essentielles dans ses propres documents. Voyez le Manifeste du Congrès de Villeurbanne ! Ne ressemble-t-il pas à la plateforme du Front populaire ? Et il en sera ainsi de toute la propagande communiste. Partout prédominera le principe de Frachon « l'action facteur essentiel » pour des revendications immédiates (dont même l'abolition des décrets-lois est exclue). Quant au « but final »... n'effarouchons pas MM. Herriot et Flandin.

Robert BRIZON.

Les frères siamois du réformisme

Le Congrès de Villeurbanne a exprimé le regret « que des organisations se réclamant de la classe ouvrière font des offres de participation ministérielle ».

Depuis lors « L'Humanité » a développé toute une campagne en qualifiant les décisions de la S. F. I. O. en faveur de la participation ministérielle de **néo-millerandisme incompatible avec les principes du socialisme**. Enfin, le Bureau Politique dans sa résolution du 6 février proclame que le respect de la non-participation « constitue une condition « sine qua non » de l'unité révolutionnaire du prolétariat ».

C'est sous les auspices de Jules Guesde, se dressant énergiquement contre le **millerandisme** que Jacques Duclos essaie de placer la position actuelle du P. C. (« L'Humanité » du 4 février.)

Comment Jules Guesde pose-t-il, en réalité, ce problème ? Dans son célèbre discours à l'hippodrome de Lille, en 1900, Guesde montre que c'est la politique poursuivie par les jaussistes dans l'affaire Dreyfus qui a conduit Millerand dans le cabinet Waldeck-Rousseau-Galliffet.

« Il a suffi qu'un jour le parti socialiste nouât une première alliance avec une fraction de la bourgeoisie pour que sur cette pente glissante il menace de rouler jusqu'au bout. Pour une œuvre de justice et de réparation individuelle, il s'est mêlé à la classe ennemie et le voilà maintenant entraîné à faire **gouvernement commun avec cette classe.** »

Voici sa définition de cette « nouvelle politique » :

« La nouvelle politique que l'on préconise au nom de la lutte de classe consisterait donc à organiser à part, sur son propre terrain, le prolétariat, et à la porter ensuite, comme une armée toute faite, à un quelconque des états-majors bourgeois. »

Guesde oppose la **lutte de classes**, où les ouvriers ne comptent que sur eux-mêmes, au **commerce de classes** où l'on « subordonne l'action prolétarienne à un morceau de la classe ennemie, qui ne saurait se joindre à nous que

pour nous arracher à notre véritable et nécessaire champ de bataille ».

Ces quelques citations suffisent, nous semble-t-il, pour montrer que Guesde ne combattait pas la participation ministérielle en elle-même, mais en tant que l'expression et l'aboutissant d'une politique déterminée de collaboration de classes, défendue par Jaurès. C'est dans le même sens que le millerandisme est combattu par Rosa Luxembourgeois dans une série d'articles consacrés à la participation socialiste au pouvoir (voir « Réforme ou Révolution », pages 121-217).

Or, aujourd'hui, la direction du P. C. pratique la collaboration permanente et organique avec les radicaux et autres partis bourgeois de gauche, il vient de signer un programme commun du Front Populaire, il promet un soutien « qui ne sera pas un piège, mais un élément de défense et de liberté » (Duclos, « Huma » du 18 novembre) au gouvernement de gauche. Il pratique ainsi, avec la S. F. I. O., la politique de collaboration de classes, dénoncée et combattue par Guesde, par Rosa Luxembourgeois, par Lénine, seulement il ne veut pas de participation gouvernementale.

Remarquons en passant que ni le Congrès International d'Amsterdam de 1904, ni la Charte d'Unité de 1905 n'interdisent, dans toutes les circonstances et d'une façon absolue, la participation des socialistes au gouvernement. Le Congrès d'Amsterdam, tout en condamnant sévèrement le millerandisme, confirme l'ordre du jour nègre-blanc de Kautski, voté à Paris en 1900, qui autorise l'entrée d'un socialiste dans un gouvernement bourgeois « comme un expédient forcé, transitoire et exceptionnel ». Dans le même sens, la Charte l'Unité prévoit des circonstances exceptionnelles, mais même dans ce cas, précise-t-elle, « les élus ne peuvent engager le parti sans son assentiment ». C'est en vertu de ces principes que le parti socialiste a autorisé en 1914 Jules Guesde, Marcel Sembat, de participer au gouvernement d'union sacrée.

Rosa Luxembourgeois, tout en combattant le millerandisme, prévoit des cas où « les représentants du peuple travailleur n'auraient pas le droit, par amour abstrait des principes, de se refuser à la défense de la cause commune, et où leur participation au gouvernement bourgeois apparaîtrait comme nécessaire... Même en ce cas, la participation des social-démocrates au gouvernement devrait être pratiquée sous des formes ne laissant ni à la bourgeoisie ni au peuple le moindre doute sur le caractère passager et le but exclusif de leur action ». (Réforme ou Révolution, page 123.)

Il suffit de parcourir la presse électorale communiste là où l'on menait dans le même sens Kautski, qui comme Guesde était à ce moment marxiste révolutionnaire, dans la commission tactique du Congrès d'Amsterdam, indiquait qu'il peut y exister des situations où le socialiste peut entrer dans un gouvernement bourgeois. C'était le cas, selon lui, en France, après le 4 septembre 1870 quand il s'agissait d'organiser la défense de la France et de la République contre l'ennemi.

On peut discuter sur les particularités de la tactique de Guesde lors de l'affaire Dreyfus (1) ou de celle préconisée par Kautski pour 1870, un fait reste incontestable : dans les discussions entre marxistes révolutionnaires et réformistes au début du XX^e siècle il s'agissait de deux lignes politiques opposées. La participation de Millerand au gouvernement n'était que l'expression

(1) Le nouveau théoricien du P. C. F. Bruhat, condamne la tactique de Guesde comme « tendant au sectarisme et à l'isolement dangereux » (« Humanité » du 11-2). Pour éviter cet écueil, la direction du P. C. F. applique en l'aggravant la tactique de Jaurès-Millerand. Pour éviter des fautes de Guesde on suit les traces des pires opportunistes. « Cette synthèse » de Guesde et de Jaurès à la Zyromski n'a rien de commun avec l'étude honnête du passé dans l'esprit marxiste.

et l'aboutissant de la ligne réformiste, consistant dans la collaboration systématique avec la bourgeoisie de gauche, dans la constitution de la délégation des gauches, dans le soutien systématique des gouvernements de gauche etc. Aujourd'hui le P. C. F. pratique cette « nouvelle politique », mais il ne veut pas son aboutissant, sa conclusion : la collaboration ministérielle.

En agissant ainsi la direction du P. C. F. est dans la tradition non pas de Guesde, ni de Rosa, mais dans celle... de Paul-Faure, de Longuet. Dans leur résolution soumise au Congrès de Tours en 1920, Paul Faure et Longuet écrivaient :

« Toute participation des élus du parti au pouvoir bourgeois est naturellement interdite, même en cas de circonstances exceptionnelles. Tout élu du parti qui accepterait de participer à une combinaison ministérielle éventuelle ou effective, se mettrait, par cela même, en dehors du parti. »

Le premier conseil national de la S. F. I. O., après la scission de Tours, le 13 février 1921, se prononce de même contre :

« Le bloc des gauches, le ministérialisme, condamné à la fois par nos conceptions doctrinales et par l'expérience. »

Pendant des années la gauche du parti socialiste combattait la participation socialiste au gouvernement, par des arguments repris aujourd'hui par Thorez et Duclos, Léon Blum, Paul Faure, Severac, Zyromski ont développé maintes fois, depuis 15 ans, la philosophie du soutien des gouvernements de gauche, en s'opposant à la participation.

Les communistes dénonçaient justement cette politique de la gauche socialiste comme une politique fautive, remplaçant la lutte réelle des classes par des gestes symboliques servant de couverture à la politique réelle du parti. Car la politique de soutien des gouvernements radicaux pratiquée par la S. F. I. O. en 1924-26 et 1932-34 ne se distingue pas, quant au fond, de la participation au gouvernement. Le parti qui accorde un soutien systématique à un gouvernement bourgeois, prend de ce fait même la responsabilité de sa politique. Cela est d'autant plus vrai quand un bloc existe entre le parti au gouvernement et les partis qui le soutiennent, comme c'est le cas aujourd'hui pour la S. F. I. O. et le P. C. F. liés au radicaux dans le Front Populaire.

Dans certaines circonstances le soutien est plus avantageux pour les réformistes que la participation : on a ainsi la possibilité de ne pas apparaître, aux yeux de la classe ouvrière, comme le représentant même du pouvoir et d'éviter les contre-coups inévitables de la déception de la politique gouvernementale. Dans certaines circonstances, c'était le cas en 1924 et en 1932, comme c'était le cas hier avec Sarraut, les radicaux eux-mêmes préfèrent le soutien du parti socialiste à sa participation au pouvoir ; parfois même son abstention pour éviter d'effrayer les modérés.

Mais le soutien présente aussi des dangers et des aléas qui dépassent souvent ceux de la participation, surtout si le groupe parlementaire est nombreux. Il suffit de se rappeler les discussions dans la S. F. I. O. sur le « soutien à éclipses », sur le « préjugé favorable », etc., en 1932-34, les difficultés liées au vote éventuel du budget, interdit par la Charte de 1905, etc. La politique de soutien adoptée par le Congrès de Villeurbanne est loin de résoudre le problème posé par la direction du P. C. F. : concilier la collaboration de classe avec les radicaux et le maintien des règles de conduite des centristes de 1920, reprises dans le projet de charte du P. C. F.

La S. F. I. O. a réussi pendant 11 ans, jusqu'aux élections de mai 1932, à maintenir le principe de la non-participation, tout en pratiquant la politique de collaboration de classes. C'était une politique contradictoire qui s'exprimait dans une lutte presque ininterrompue au sein du parti entre les participationnistes et les non participationnistes. Mais chaque politique a sa logique propre,

La première vague de gauche en 1932 a amené tout le monde à accepter le principe de collaboration au gouvernement avec les radicaux, sur la base des cahiers de Huygens, la vague du Front Populaire devait de même balayer les oppositions centristes à la participation éventuelle au pouvoir.

Les dirigeants conservateurs de la S. F. I. O. s'opposaient en 1934-35 au front unique, ensuite au Front Populaire. A ce moment les dirigeants communistes les poussaient en avant. Aujourd'hui ces résistances sont brisées. Or, le Front Populaire, avec son programme, implique un gouvernement pour le réaliser. On ne peut pas faire partie du Front Populaire, adopter son programme et refuser de l'appliquer au gouvernement. Léon Blum, en réformiste conséquent, a raison contre les centristes Duclos et Zyromski, que « les masses se sentiraient abusées » si l'on refusait à participer au gouvernement du Front Populaire.

D'ailleurs l'expérience est déjà faite. Le 17 octobre 1935, Maurice Thorez a déclaré à la Mutualité « qu'en présence des agressions des bandes fascistes, sans rien renier de notre programme, nous sommes prêts à prendre nos responsabilités dans un gouvernement de Front Populaire ». Ici les conditions multiples de Dimitrov ont disparu comme par miracle. On peut, naturellement, déclarer que cette formule de Thorez était mauvaise, que cette position était fautive, etc. Ce qui nous intéresse, c'est le fait que Thorez a été amené, par l'atmosphère même du Front Populaire, à prendre une position de ce genre, comme il a été amené le 6 décembre à la Chambre, à se rallier aux déclarations de « conciliation nationale » d'Ybarnégary et de Blum.

Le centrisme à la Zyromski est une idéologie et une politique inconsistante par excellence ; du moment où les formules gauchistes entrent en contradiction avec la politique réelle, ce ne sont pas les formules qui auront le dessus. D'ailleurs, on peut faire ce qu'on veut aux formules dans la mesure où on les détache de la politique qu'elles doivent exprimer. Au fond, le 7^e congrès de l'I. C. a adopté le principe de la participation des communistes au gouvernement avec les antifascistes bourgeois. Il a déterminé une série de conditions. Au moment où il faudra participer, on dira que ces conditions sont réalisées, « Je te baptise carpe », on baptisera le gouvernement du cartel des gauches « gouvernement du front populaire », et le problème sera résolu.

Dans la lutte qui se déroule autour de la participation gouvernementale entre les dirigeants du P. C. F. et de la S. F. I. O., il s'agit d'une lutte sordide entre deux façons d'appliquer la même politique de collaboration de classes, politique qui mène inévitablement vers le millérandisme. Nous ne devons pas juger les courants politiques d'après ce qu'ils pensent d'eux-mêmes, mais d'après ce qu'ils font. Dans ce sens, les ouvriers révolutionnaires n'ont pas à choisir entre le réformisme franc de Blum-Lebas et le réformisme camouflé de Duclos-Zyromski. Ils doivent opposer à la politique réformiste de collaboration de classes la politique de lutte de classes, dans l'esprit de Guesde de 1900, de Lénine, politique qui exclut toute collaboration des classes, toute confusion de programme et de tactique avec une fraction quelconque de la classe ennemie.

A. M.

« Le communiste est un ennemi mortel de la société capitaliste, de ses bases économiques, de ses formes administratives, de son mensonge démocratique, de sa religion et de sa morale ; il doit être le défenseur plein d'abnégation de la révolution prolétarienne et l'inépuisable champion de la société nouvelle. » (Manifeste du II^e Congrès de l'I. C., 1920.)

NOTES

Sur le congrès de Tours

Il est incontestable que le point culminant du Congrès de Tours était le télégramme dit de Zinoviev signé au nom du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, entre autres, par Zinoviev, Lénine, Trotski, Boukharine. Ce court télégramme est surtout consacré à l'appréciation du groupe centriste (comité de reconstruction de l'Internationale) dont les dirigeants étaient Jean Longuet et Paul Faure. Le télégramme les qualifie « d'agents déterminés de l'influence bourgeoise sur le prolétariat ». On qualifie leur résolution d'être « pénétrée d'un esprit de réformisme et de diplomatie mesquine et chicanière... Ce qui est le plus remarquable dans leur résolution c'est moins ce qu'il disent que ce qu'ils taisent. De la révolution mondiale, de la dictature du prolétariat, du système soviétiste, Longuet et ses amis préfèrent, ou bien ne rien dire du tout, ou bien dire les plus banales ambigüités ».

La conclusion ne laisse rien à désirer quant aux intentions de ses auteurs : « L'Internationale Communiste ne peut rien avoir de commun avec les auteurs de pareilles résolutions. Le plus mauvais service qu'on puisse rendre dans les circonstances actuelles au prolétariat français est d'imaginer je ne sais quel compromis embrouillé qui sera ensuite un véritable boulet pour votre parti.

Ainsi la direction de l'I. C., craignant à juste titre les hésitations de la majorité du Congrès de Tours pour rompre avec les centristes, est intervenue, avec tout le poids de son autorité, au Congrès pour réaliser cette rupture jugée indispensable. La scission avec les longuetistes s'est produite non pas sur la motion d'adhésion à la III^e Internationale, votée par 3.208 mandats contre 1022, mais sur l'attitude envers le télégramme de Zinoviev. Les longuetistes exigeaient sa condamnation et le refus « à s'engager dans la voie des exclusions demandées par ce télégramme ». La majorité du Congrès, tout en désirant de maintenir l'unité avec les longuetistes, tout en désavouant au fond le télégramme de Zinoviev « en précisant de la façon la plus formelle que les exclusions... ne peuvent s'appliquer à aucun membre du parti acceptant, dans son principe, la décision du présent Congrès et conformant son action publique à la discipline commune », ne pouvait pas pourtant suivre Longuet contre le Comité Exécutif de l'I. C. La motion Daniel Renoult donnant pourtant satisfaction aux minoritaires et votée par 3247 mandats contre 1398, fut considérée par les longuetistes comme insuffisante, et ils consommèrent la scission.

Quand les dirigeants du P. C. F. affirment aujourd'hui que leur politique visant à l'unité organique est conforme à l'esprit du Congrès de Tours, ils falsifient tout simplement l'histoire. Le sens du Congrès de Tours, c'était précisément la rupture implacable non seulement avec les social-patriotes, mais aussi avec les centristes acceptant verbalement les principes de la III^e Internationale. Aujourd'hui on veut faire l'union avec tout le parti S. F. I. O., avec Grumbach, Evrard qui n'ont jamais abandonné d'un pouce leur évangile réformiste.

Longuet, Paul Faure ont-ils peut-être évolué depuis 1920 vers le communisme? Il suffit de comparer leur motion pour le Congrès de Tours avec leur politique actuelle pour se convaincre que c'est le contraire qui est vrai. Ils ont évolué à droite, vers le socialisme parlementaire et réformiste. En 1920, ils reconnaissaient les conseils d'ouvriers et de paysans (éventuellement, il est vrai), ils condamnaient toute participation ministérielle, ils se prononçaient pour la collaboration permanente entre le Parti et les syndicats, ils reconnaissaient comme sacré « le droit des nationalités opprimées de disposer librement d'elles-mêmes ». Et pourtant leur politique fut dénoncée par le Comité Exécutif de l'I. C. comme du réformisme bourgeois.

Si Longuet et Paul Faure n'ont pas évolué vers le communisme, ce sont les Cachin et Vaillant-Couturier qui eux ont évolué vers le réformisme. Il suffit de comparer la motion de Longuet-Faure avec le projet de la charte d'unité proposée par le P. C. F., pour se convaincre que le même esprit anime les dirigeants actuels du P. C. F. et les centristes S. F. I. O., « esprit de réformisme et de diplomatie mesquine et chicanière ». La collaboration actuelle de Zyromski, qui représente dans la forme pure l'esprit des centristes de 1920, avec Thorez et Duclos n'est pas un hasard, elle n'est pas due aux causes fortuites. Aujourd'hui se réalise « ce compromis embrouillé » entre les centristes réformistes et les centristes communistes que les dirigeants de l'I. C. dénonçaient en 1920.

L'histoire du P. C. F. et du mouvement ouvrier français depuis Tours n'est pas encore faite. Le discours plein de vantardise de Thorez à Wagram le 26 décembre 1935 ou des articles « historiques » des « Cahiers du Bolchévisme » ne font qu'embrouiller la question. Ce sujet doit être étudié d'une façon approfondie, pour que la classe ouvrière de ce pays puisse tirer des enseignements nécessaires de la période qui va du Congrès de Tours au Front Populaire, afin d'éviter de nouvelles faillites.

COMMUNICATION

Les camarades des J. S. R. nous ont demandé d'insérer la communication suivante :

Le parti S. F. I. O. par le moyen de son comité Fédéral Mixte de la Seine, a réuni, le 5 janvier, un congrès dit de « l'Entente des Jeunesses Socialistes de la Seine ». Ce congrès était destiné à créer une nouvelle organisation de Jeunesses Socialistes, en remplacement de celle qui existait, et luttait sur des mots d'ordre révolutionnaires qui étaient en contradiction avec la politique réformiste de la S. F. I. O.

En conséquence, les jeunes révolutionnaires ont été, en bloc, exclus et pour maintenir leur organisation ils ont dû la transporter sur le terrain de l'indépendance.

Il existe donc actuellement une organisation appelée JEUNESSES SOCIALISTES REVOLUTIONNAIRES qui a des membres dans tous le pays et de nombreuses liaisons internationales.

Cette organisation aura comme principaux objectifs la lutte contre l'union sacrée et pour le défaitisme révolutionnaire, pour la préparation de la prise révolutionnaire du pouvoir et contre la collaboration de classes, et elle œuvrera pour la formation du nouveau parti et de la nouvelle Internationale révolutionnaire.

Tout en menant sa politique propre et en maintenant ses droits de critique vis-à-vis de toutes les organisations, elle pratique une politique de front unique avec les groupes de gauche, et travaillera au sein du Front Populaire.

VIE DU PARTI

La fin de la fédération des jeunesses communistes

Parallèlement au parti, mais sous des formes peut-être encore plus frappantes, se poursuit la décomposition politique et idéologique des Jeunesses communistes qui, aux termes du VI^e Congrès de l'I. C. J., doivent se transformer en une « vaste organisation » dont le titre déjà choisi est tout un programme : « Union de la Jeunesse française ».

Lorsque l'on lit les matériaux officiels qui doivent expliquer cette transformation, on est tout d'abord frappé par le vide extraordinaire des arguments. La brochure de Raymond Guyot : « La voie du salut de la jeune génération », l'affiche-manifeste : « Vive l'union de la Jeunesse française » et tout récemment le rapport de Jacques Duclos au « Congrès » de Villeurbanne : « L'Avenir de la Jeunesse française », ne sont qu'une succession de phrases grandiloquentes et sentimentales que l'on peut résumer ainsi :

« La jeunesse française est malheureuse et sans avenir. Contre les 200 familles qui se partagent la richesse de la nation, elle doit s'unir sans distinction pour vivre heureuse, pour avoir un foyer, pour la paix, la liberté et le progrès. Les soviets, c'est pour les jeunes, la joie, le bonheur et l'amour. »

C'est tout, ce n'est pas seulement un langage « nouveau », c'est une conception qui n'a plus rien de commun avec l'ancienne. C'est le nouveau programme. Il remplace et est en contradiction totale avec les principes essentiels de l'organisation de l'Internationale des Jeunes depuis qu'ils furent formulés notamment par Liebknecht au Congrès de Stuttgart de 1907. Ces mêmes principes qui étaient à la base de la « Déclaration de l'Internationale des Jeunes » de 1916, du Programme de l'I. C. J. (Berlin, 1919), du Projet de Programme du III^e Congrès des J. C. (Moscou, 1923) et même du programme adopté en 1929 par le V^e Congrès de l'I. C. J., sont maintenant jetés au panier et reniés. Une autre organisation est subrepticement substituée à celle qui se revendiquait encore des glorieuses traditions de Liebknecht et des années héroïques de l'I. C. J. de 1916 à 1923.

La thèse fondamentale de la nouvelle conception (commune d'ailleurs au P. C.) est qu'il faut unir le peuple de France contre les « 200 familles ». Dans le n° 2 de la revue de la J. C. « Notre Jeunesse », le secrétaire, L. Granjon, essaye de justifier cette thèse contre un jeune socialiste qui — oh ! ironie des renversements de situation — lui reproche d'abandonner le terrain de la lutte de classe. « Halte-là ! dit-il, nous n'avons jamais dit qu'il faut se réconcilier avec le capitalisme ! Mais qu'est-ce que le capitalisme ? C'est tout simplement 200 familles qui se partagent la richesse de la nation ! »

Autrefois, il y avait le Parti, et tout le reste était fasciste et socialfasciste. Maintenant, c'est tout le contraire : il y a 200 familles et tout le reste c'est le « peuple ». Comme tout est simple ! Quel temps précieux ont donc gâché les fondateurs du socialisme scientifique et tous leurs disciples à analyser la réalité complexe des rapports de classe en régime capitaliste !

Et nos dirigeants s'en réfèrent à ce sujet à Lénine parce que celui-ci, dans son célèbre ouvrage sur l'impérialisme, a montré le rôle de l'oligarchie financière. Hélas ! Lénine ne pouvait pas se douter, lorsqu'il analysait la composition du sommet de la pyramide capitaliste qu'il se trouverait des dirigeants « ouvriers » pour prétendre réduire la classe bourgeoise à quelques individus maléfiques, qui ne sont ni le capitalisme, ni même le fascisme, étant donné que nombre d'entre ces « familles » s'accrochent fort bien de la politique du Front populaire !

Si le sommet de la classe capitaliste peut être réduit aux conseils d'administration de cinq à six grandes banques, on ne peut pas pourtant l'isoler de l'ensemble de la classe exploiteuse. La classe bourgeoise, banquiers grands et moyens, industriels et négociants, propriétaires fonciers, hobereaux, hauts fonctionnaires d'Etat, etc., compte en France quelques centaines de milliers de gens d'après l'Almanach Ouvrier et paysan de 1935 la bourgeoisie constitue environ 6 pour 100 de la population active du pays, 1.228.000 personnes). Cette classe liée solidement par ses intérêts fondamentaux de propriété, par éducation commune et par mille autres liens, dispose de l'appareil d'Etat qui est indissolublement associé au régime bourgeois. Elle s'attache ou influence par sa propagande, par la corruption, par les préjugés, etc, des centaines de milliers ou même des millions d'individus, et ce, jusque dans les rangs des organisations ouvrières. Voilà l'A B C ignoré des « néocommunistes », schéma sans doute, mais infiniment plus proche de la réalité que le grotesque cliché des 200 familles inventées par des bourgeois radicaux pour détourner le prolétariat de la lutte de classe. Croire qu'on peut isoler ces deux cents familles avant la révolution prolétarienne, avant d'avoir brisé le monopole capitaliste de propriété, d'instruction, avant d'avoir détruit l'appareil d'Etat, avant que le prolétariat au pouvoir puisse s'attacher les couches moyennes hésitantes, c'est une illusion petite bourgeoise typique.

Sur ce bobard petit bourgeois s'élève la thèse de la « jeunesse en général, sans distinction de classe ». Toute la jeunesse à l'exception d'une couche infime (les fils des 200 familles) est devenue une nouvelle catégorie sociale, car, nous dit Granjon, elle est unie dans une même détresse au point de former aux côtés du prolétariat une nouvelle couche exploitée.

Ces balivernes n'ont même pas le mérite de la nouveauté.

Le programme de l'I. C. J. lui-même (Bureaux d'Éditions) qui a gardé sur le papier certaines idées marxistes léninistes fondamentales, se charge de répondre aux dirigeants communistes actuels :

« Le caractère de classe de la société capitaliste s'exprime avec une netteté particulière dans la condition et la place que la jeunesse occupe actuellement dans la société. La division de classe trouve aussi son expression entière au sein de la jeunesse... (page 26).

Et plus loin :

« La social-démocratie ne désire pas que la jeunesse ouvrière soit initiée au véritable état de la société de classe... Elle veut empêcher que les jeunes ouvriers deviennent des combattants conscients de classe et elle veut les éduquer dans le sens de sa politique de collaboration de classe. De là vient que la social-démocratie soutient le bavardage sur la « jeunesse » en général, sans distinction de classe, ce qui est seulement destiné à masquer le fait de sa collaboration avec les organisations bourgeoises... » (page 36).

... Bavards petits bourgeois... qui dissimulent la véritable situation sociale... pour masquer leur politique de collaboration de classe..., le programme de l'I. C. J. n'y va pas de main morte. Il n'est jamais agréable pour celui qui aban-

donne le terrain des principes de s'entendre ainsi dire ses quatre vérités, mais, j'imagine, c'est encore moins agréable lorsque son propre programme (que l'on n'ose pas encore officiellement jeter aux orties) se charge de le flageller et de le faire danser au son de ses vérités amères!

A la conception d'une organisation de la jeunesse prolétarienne, l'I. C. J. 1936 a substitué la conception d'une organisation de la jeunesse française toutes classes fraternellement réunies à l'exception de 200 fils de famille! La nécessité de l'organisation indépendante de la classe ouvrière : tel est le résultat auquel l'expérience de la lutte de classe avait conduit la classe ouvrière dès 1848 qu'il s'agisse ici de jeunes et non d'adultes ne change rien à l'affaire, non que nous nions les particularités de la jeunesse mais ces particularités sont subordonnées au fait de la différenciation de la société en classes antagonistes.

Et lorsqu'on souligne ce reniement les dirigeants communistes s'empressent de répondre... à côté de la question.

Ecoutez-les : « Comment ! vous refusez de tendre la main au jeune ouvrier chrétien, au jeune employé J. P., à l'étudiant des Volontaires Nationaux? Ah ! mais nous ne sommes pas de ces pédants sectaires qui se refusent à de tels contacts », etc... etc... Ne détournons pas la question : que les jeunes ouvriers conscients doivent aborder fraternellement et s'employer à convaincre par la parole et par l'action commune les jeunes ouvriers trompés par la démagogie cléricale ou fasciste, qu'ils doivent les aider à lutter pour leurs intérêts de classe puis à les comprendre, ceci est hors de doute et n'est pas le point du débat.

Il s'agit en l'espèce de tout autre chose à savoir si nous ne devons pas combattre les dirigeants des organisations bourgeoises cléricales ou fascistes qui trompent les jeunes ouvriers? Ne devons-nous pas combattre l'esprit dans lequel ils éduquent leurs adhérents et le programme même dont ils ont doté leurs organisations? Ne devons-nous pas en conséquence dénoncer clairement et sans équivoque et avec l'opportunité nécessaire ces organisations?

Si, dites-vous, mais on ne doit pas commencer par là ; il faut d'abord s'unir, d'abord l'action et l'organisation communes!

Hélas ! cette erreur grossière ne fait malheureusement que commencer ses ravages. L'union dans une seule et même organisation de jeunes ouvriers conscients, de jeunes bourgeois et petits bourgeois, de jeunes ouvriers imbus d'idées petites bourgeoises et bourgeoises réactionnaires avec leurs dirigeants — car du moment que l'on n'a pas montré à ces jeunes la nécessité de rompre avec leur organisation ils ne voudront pas se séparer de leurs dirigeants — ne peut aboutir, dans le meilleur des cas, qu'à l'inaction, étant donné l'opposition des programmes et des méthodes d'action qui n'auront pas été unifiés sur la base d'un programme de classe.

Vérité élémentaire : la classe ouvrière, la bourgeoisie, la petite bourgeoisie, ne peuvent pas s'unir dans une même organisation, sur un même programme, à moins que celui-ci soit un programme bourgeois et que, par conséquent, la classe ouvrière abandonne ses propres intérêts de classe et ses buts révolutionnaires.

Cet abandon est déjà un fait même lorsque l'organisation spécifique de la classe ouvrière subsiste à l'intérieur de cette organisation unique de plusieurs classes. A plus forte raison lorsque l'organisation ouvrière spécifique cesse d'exister et se dissout dans cette union de « tous les Français », et c'est précisément le cas avec la conception « néo communiste ». Personne en effet ne saurait prendre au sérieux l'argument que les jeunes ouvriers révolutionnaires conscients seront organisés dans le parti. Outre que le parti est actuellement devenu une organisation du type réformiste, la jeunesse ouvrière révolutionnaire a besoin d'une organisation autonome, correspondant à ses besoins particuliers et à sa psychologie particulière, que le parti ne peut satisfaire.

La négation de cette idée est la négation de tout ce qu'il y a de bon dans l'expérience et les traditions de l'organisation autonome de la jeunesse prolétarienne depuis sa fondation en 1907 au Congrès de Stuttgart.

**

Déjà, dans la pratique nous voyons que les méthodes de lutte révolutionnaires et les points essentiels de l'ancien programme de la jeunesse communiste ont été remplacés par des méthodes et des conceptions réformistes bourgeoises.

A la lutte contre le militarisme bourgeois on a substitué (voir le discours de Dewez à la Chambre) une « lutte » utopique pour la démocratisation du militarisme bourgeois et pour l'amélioration des conditions de vie du soldat, ce qui ne peut qu'être approuvé par n'importe quel militariste moderne intelligent. Les revendications immédiates des soldats ne sont plus le point de départ de la lutte révolutionnaire, mais deviennent le point terminus de la politique militaire actuelle du P. C. et des J. C., afin d'avoir une armée **bourgeoise** forte et disciplinée pour une prochaine guerre contre l'Allemagne hitlérienne.

A la lutte de classe des jeunes chômeurs on a substitué une politique de solidarité et de charité bourgeoise dans des « comités d'aide aux chômeurs » où les représentants de la jeunesse ouvrière siègent fraternellement avec les représentants des associations bourgeoises réactionnaires et du clergé.

En soulignant que l'on veut créer une « Union de la jeunesse française », on ouvre toute grande la porte aux poisons nationalistes selon lesquels il y aurait des intérêts **français** à sauvegarder de même qu'on a découvert des intérêts de la jeunesse en général. Aussi l'on sacrifie et trahit les intérêts des ouvriers étrangers et coloniaux, couches les plus exploitées du prolétariat, qui n'ont rien à voir dans l'union de la jeunesse française.

Et l'on pourrait donner encore d'autres exemples.

Les méthodes de lutte révolutionnaire sont remplacées par les seules méthodes de délégations parlementaires, de demande de crédits municipaux et d'aide philanthropique, alors que dans tous les programmes successifs de la Jeunesse communiste il était déclaré nettement que « l'amélioration sérieuse du sort de la jeunesse prolétarienne est impossible et que les améliorations de détail ne peuvent être obtenues que par des actions révolutionnaires ».

Après cela, on peut toujours venir dire : mais nous restons révolutionnaires puisque nous sommes « partisans des soviets » et puisque nous déclarons que seule la révolution prolétarienne « résoudra le problème de la jeunesse ». Vraiment, c'est bien facile ! voilà maintenant que pour être révolutionnaire breveté il suffit de terminer son discours par le cri de « les Soviets partout ! » ou de « Vive la révolution prolétarienne ! ».

N'importe quel démagogue peut le faire sans aucun danger pour la bourgeoisie. Depuis des décades, nous avons été habitués à voir les pires réformistes et les candidats bourgeois mettre dans leurs discours des phrases « révolutionnaires » pour duper à bon marché leurs auditoires ouvriers encore crédules.

Le rôle fondamental d'une organisation prolétarienne révolutionnaire est de susciter et de développer la conscience de classe du prolétariat. Le « nouveau programme » obscurcit au contraire et aboutit à détruire cette conscience de classe en remplaçant les méthodes et la voie révolutionnaires par des méthodes et une voie réformiste et bourgeoise. Les cris de « vivent les soviets » dont on couvre cette marchandise ne changeront rien à l'affaire.

« Le fascisme, dit Granjon, secrétaire de la J. C. F., dans son article cité plus haut, a compris les préoccupations de la jeunesse et son habileté consiste

à lui parler un langage qui convient à son désir d'action pour la mieux tromper... »

Cette méthode fasciste a, semble-t-il, séduit les dirigeants communistes au point qu'ils l'emploient à leur tour et qu'ils semblent dire : « A démagogue démagogue et demi » ! Cette course à la démagogie ne peut mener qu'à la catastrophe, car si le fascisme peut avec un langage démagogique grouper des masses inconscientes pour son coup d'Etat, il est en revanche **impossible**, quoi qu'en puissent penser Thorez, Duclos et Cie, de réaliser la révolution socialiste (ou même d'y marcher) avec des masses inconscientes rassemblées seulement par un langage et des appels démagogiques. Ici la conscience de classe est nécessaire. Que les dirigeants communistes en oubliant cette vérité élémentaire du marxisme, prennent garde de ne pas faire le jeu du fascisme !

Marcel BREVAL.

NOUVELLES D'URSS

Supplément de QUE FAIRE ?

SOMMAIRE DU N° 4

- I. — Le mouvement stakhanoviste.
- II. — La Société Nouvelle.
- III. — La Suppression de la démocratie ouvrière.
- IV. — La Suppression des taxes et la stabilisation du rouble.
- V. — Le succès économique.
- VI. — Ses Mœurs.

Abonnement avec la Revue : un an 15 fr.
six mois 8 fr.

Abonnement Bulletin seul : un an 6 fr.
six mois 3 fr.

CHRONIQUE PARLEMENTAIRE

Pendant la période dont nous rendons compte (15 janvier-15 février), les questions principales qui ont fait l'objet des débats parlementaires sont : les deux ans, le fonds national du chômage, le pacte franco-soviétique, la crise agraire et la réforme électorale. Les trois derniers débats ne sont pas encore terminés.

Pour la première fois, la fraction parlementaire communiste a exprimé timidement, par ses votes, la « nouvelle politique » de collaboration des classes : elle s'est abstenue lors du vote de confiance pour le gouvernement Sarraut (« J'espère que tous les membres de l'Assemblée... comprendront et apprécieront la valeur de notre attitude. C'est la première fois que nous nous comportons ainsi », a déclaré Péri) ; de même, elle s'est abstenue, le 11 février, sur « la loi portant institution, organisation et fonctionnement d'un conseil national économique », sans même expliquer les raisons de son « préjugé favorable » envers cette institution de collaboration de classes qu'est le Conseil National Economique.

LES DEUX ANS

La loi de deux ans a été adoptée le 21 janvier par 332 voix contre 235 (communistes, socialistes, une partie des radicaux, union socialiste, etc.).

Voyez comment Dewez, communiste, explique son vote :

« Nous estimons, quelle que soit notre conception de la défense nationale, que celle-ci n'est pas obligatoirement liée à la loi de deux ans.

« D'autre part, nous ne pensons pas que la sécurité de notre pays soit assurée par la prolongation du service militaire.

« Elle ne peut plus être assurée actuellement que par l'organisation de l'assistance mutuelle dans le cadre de la sécurité collective. » (Page 111.)

Chouffet, socialiste, s'exprime dans le même sens :

« Si nous votons contre la loi de deux ans — car c'est elle que le Gouvernement nous demande de consacrer par un texte législatif — c'est parce que nous estimons que cette loi ne servira à rien et qu'elle ne renforcera pas la défense nationale de ce pays. La véritable sécurité de la France, messieurs, est à Genève, dans l'organisation de la sécurité collective et de l'assistance mutuelle. » (Page 112.)

Comme l'on voit, cette attitude n'a rien de commun avec la lutte contre le militarisme bourgeois. Le P. C., comme la S. F. I. O., abandonne la position prolétarienne de principe : « pas un homme, pas un sou » pour l'armée bourgeoise.

LE CHOMAGE

Pendant quatre ans, la majorité gauche de la Chambre n'a pas trouvé le temps pour voter la loi sur la création d'un fonds national de chômage, point prévu dans les programmes des vainqueurs de mai 1932. A la veille de la séparation, un débat sur cette loi a été institué le 6 février pour aboutir aux déclarations de principe en faveur de la loi et à son renvoi... pour l'étude ultérieure, l'Etat étant trop « pauvre » pour venir en aide à tous les chômeurs. La dépense supplémentaire serait d'un milliard au maximum. Il n'y a pas d'argent pour les chômeurs, pendant que des sommes fabuleuses sont prévues en 1936 pour la guerre et qu'on ait dépassé en 1935 de 985 millions les crédits pour le minis-

tère de l'air. (Discours de Monjauvis, communiste.)

Notons quelques faits montrant l'étendue de la crise et la misère des ouvriers, faits signalés pendant la discussion.

Un ouvrier agricole gagne moins qu'un chômeur. « Un ouvrier agricole, embauché à l'année, ayant son vieux père, sa femme et quatre enfants à sa charge, touche environ 3.000 francs par an. Lui seul est nourri.

« Un chômeur de la même catégorie, avec les mêmes charges de famille, dans la ville de Bordeaux, se fera plus de 7.000 francs. » (Colomb, radical-lavaliste, p. 234.)

Contre le machinisme. « J'attends du Gouvernement, dans cette période de dépression économique, qu'il donne des instructions formelles à tous les préfets pour que, dans les cahiers des charges ayant trait aux travaux nationaux, départementaux ou communaux, l'emploi de l'outil mécanique soit interdit. » (André Grisoni, lavaliste, p. 247.)... « Pourquoi ne pas faire travailler les terrassiers avec une cuiller à café ! » (interruption de Nouvelle). « J'ai déposé, il y a environ un an et demi, une proposition de loi tendant à supprimer, dans toutes les entreprises d'Etat ou subventionnées par l'Etat, l'emploi des piocheuses-pelleuses qui portent un très grand préjudice aux ouvriers. » (Barbot.)

Misère des enfants. « Il y a, dans ce pays, vous le savez, des centaines de milliers de personnes qui ne se nourrissent pas suffisamment. Il y a des enfants, dans les écoles, qui ne font qu'un repas, celui de la cantine scolaire ; il y a des enfants qui n'ont pas de cantine scolaire, il y a des vieillards abandonnés. Il y a une misère effroyable qui aboutit à la sous-alimentation. » (Elbel, radical.)

« D'après les renseignements que j'ai obtenus, le Gouvernement a payé 2.500 millions pour l'exportation de nos blés. Et pendant ce laps de temps, des gens souffrent de la faim. » (Rolland, radical.)

On affame les chômeurs. « Dans une caisse de chômage que je connais bien, on a appliqué constamment la méthode suivante : après dix-huit mois ou deux ans d'assistance, on invite le chômeur à se trouver du travail.

Evidemment, il n'en trouve pas.

Après cet avertissement préalable, on réduit l'indemnité de 7 francs à 4 francs. Puis, on la supprime, et le chômeur ne reçoit plus que des bons de soupe accordés par les bureaux de bienfaisance.

Voici un autre exemple. Lorsqu'un chômeur est chargé de famille, il touche une indemnité individuelle de 7 francs, plus 3 fr. 50 par enfant.

Si, après dix-huit mois, il n'a pas trouvé de travail, on commence par supprimer l'allocation du premier enfant, puis du second. On procède ainsi à une réduction successive des indemnités, qui tend évidemment vers zéro. » (Rolland, radical, p. 255.)

LE PACTE FRANCO-SOVIETIQUE

Le rapporteur, Henri Torrès, souligne dans son rapport que la signification du pacte ne consiste pas dans le contenu de ses articles mais dans toute son ambiance.

« Les accords ne valent que par la conviction qui les applique, par l'âme qui les soutient, par la foi qui les porte. Les chartes comptent moins que le fait quotidien, et moins le contenu formel d'un pacte, qu'une atmosphère et une certaine humeur du monde. »

Torrès montre que le pacte est conforme à la politique constante de la France qu'il définit ainsi :

« Je n'abuserai pas des textes. Permettez-moi une citation :

« La sécurité, c'est l'engagement mutuel de tous les peuples membres

de la Société des Nations de soutenir le peuple attaqué contre le peuple agresseur.

« Si l'on veut assurer la paix du monde, un seul moyen : protéger, contre ceux qui violent cette paix, ceux qui sont victimes de cette violation. (Applaudissements.)

Ces paroles, que vous venez d'applaudir, pourraient être de M. le président Herriot, de M. le président Daladier, de M. le président Paul-Boncour. Elles sont de M. le président André Tardieu. » (P. 350.)

Il montre le tournant de la politique soviétique qui, après avoir dénoncé le traité de Versailles, se rallie au *statu quo*.

Torrès montre la divergence entre la conception franco-soviétique de sécurité et la conception de Hitler :

« La vérité, c'est que l'Allemagne a proclamé la thèse de la localisation des conflits, qui s'oppose à celle de la sécurité collective, et que l'Europe a ainsi le choix entre deux politiques nettement affirmées. » (P. 354.)

Les réactionnaires se prononcent pour le rapprochement avec l'Allemagne qui ne peut qu'être dirigée contre l'U. R. S. S. Le réactionnaire Fernand Laurent, en passant, complimente Thorez :

« M. Maurice Thorez, vous le constatez, messieurs, parle dorénavant comme Déroulède, et, pour ma part, je l'en félicite. » (Rires et applaudissements au centre et à droite.) (P. 359.)

Il invoque les opinions de Lénine en 1919 et de Staline (en 1927) sur la S. D. N. ; « L'Humanité » du 12 février répond qu'elle « n'a pas le loisir de les vérifier. » (sic !)

Nous reviendrons à la discussion sur le pacte franco-soviétique. Nous analyserons les débats sur la crise agricole et sur la réforme électorale quand ils seront terminés.

NOTRE SOUSCRIPTION PERMANENTE FEVRIER 1936

Cercle n° 1, 200 fr. ; Cercle n° 2, 75 fr. ; Cercle n° 3, 150 fr. ; J. Roche, 30 fr. ; Verax, 80 fr. ; Brizon, 60 fr. ; Robert, 15 fr. ; Biron, 5 fr. ; Dorval, 10 fr. ; Bréval, 40 fr. ; Un Ami, 35 fr. TOTAL : 700 francs.
TOTAL à partir du 1^{er} octobre : 2.860 francs.

Vient de paraître :

La Défense Républicaine ou L'offensive révolutionnaire

par Marcel BREVAL

Prix : 1 Franc.

SUR LE FRONT CULTUREL

ROMAIN ROLLAND PACIFISTE

Le Parti Communiste vient de fêter le 70^e anniversaire de Romain Rolland. On chercherait, en vain, dans la page culturelle de « L'Humanité » et dans les discours du meeting qui furent consacrés à l'écrivain, la moindre tentative d'analyse. On ne trouve pas même un simple rappel des études assez pénétrantes de Lounatcharsky et d'Anissimov publiées en 1931 et 1933 dans la « Littérature internationale ». Le Parti a jugé suffisant de faire donner le ban et l'arrière-ban des écrivains du front populaire dont les témoignages n'apportent vraiment rien de notable. On a tout dit quand on a loué le talent littéraire, le courage personnel et l'adhésion récente de l'auteur de « Jean Christophe » à la cause de l'U. R. S. S. Quant à pénétrer cette évolution, distinguer ses étapes, démêler ses causes, voilà qui serait, sans doute, bien risqué pour les communistes d'aujourd'hui...

En effet, le cas Romain Rolland ne tient-il pas tout dans cette question : Est-ce Romain Rolland qui a avancé vers l'U. R. S. S., ou est-ce l'U. R. S. S. qui a régressé sur les anciennes positions de Romain Rolland ? Nous inclinons pour la deuxième hypothèse, en nous basant sur les plus récentes affirmations de l'écrivain. La polémique qu'il vient de soutenir dans « Vendredi », avec Félicien Challaye, partisan d'une entente franco-allemande, met en lumière la commune idéologie des deux contradicteurs, la ligne que, dans tous ses changements, n'a jamais cessé de suivre Romain Rolland : le pacifisme. C'est par pacifisme que Romain Rolland se rapprocha de l'Allemagne avant la guerre. C'est par pacifisme qu'il écrivit « Au-dessus de la mêlée ». C'est par pacifisme qu'il justifie sa position actuelle. L'U. R. S. S., aujourd'hui intégrée dans la S. D. N., n'est plus le pays de la guerre civile, mais une nation alliée à un bloc de nations impérialistes contre un bloc d'autres nations impérialistes. L'U. R. S. S. n'attend plus maintenant la paix de l'offensive révolutionnaire du prolétariat international, mais des ententes, des alliances impérialistes, c'est-à-dire, en fin de compte, de la « bonne volonté » des fauteurs de guerre. Ce fut là toujours le fond de tous les bêtise pacifistes. Et ce n'est certes pas le pacifiste Romain Rolland, l'Européen Romain Rolland qui se renie quand il écrit maintenant : « Europe, tenons-nous les mains, formons la ronde ! La ronde de la paix. Et gare à qui y touche » !

Le pacifisme bourgeois mène ainsi vers l'union sacrée.

LE CONGRES DE VILLEURBANNE ET LES INTELLECTUELS

L'attitude adoptée par le VIII^e Congrès du P. C. à l'égard des intellectuels a souligné ses tendances anti-marxistes, petites-bourgeoises, nationalistes, masquées par une démagogie outrancière. Il ne s'agissait pas, bien entendu, de produire la moindre analyse sérieuse de l'état des forces intellectuelles en France, mais de faire briller de tous leurs feux les « enseignes lumineuses » — les écrivains petits-bourgeois sympathisants qui honorent « la France » et « notre grand Parti ».

On a poussé des triples hurrahs en l'honneur de Malraux et Jean Richard Bloch, on a voté une adresse à Romain Rolland, à son action passée et présente et au « titre léniniste de son dernier ouvrage ».

Le « magnifique rapport » de Maurice Thorez renfermait ces précisions suggestives qui traînent dans tous les manuels scolaires exaltant « notre grande France » :

« La France, dit-il, n'est pas un pays arriéré. C'est un pays pourvu d'abondantes richesses naturelles et doté d'un appareil de production industriel perfectionné et de grande capacité.

« La situation géographique du pays, les grandes voies navigables qui l'irriguent, la fertilité de son sol et la douceur de son climat font de la France un pays aux ressources variées et étendues. »

(Manuel de Géographie Schrader et Gallouédec, 1^{re} année des Ecoles primaires inférieures.)

Mais emporté par son zèle nationaliste, Thorez est allé bien loin. Il a cité comme une « œuvre remarquable » la « Kermesse héroïque » de Jacques Feyder. Or, si la « Kermesse héroïque » est un bon film du point de vue technique, c'est — quant au fond — une production franchement contre-révolutionnaire. Le peuple flamand qui lutta, au Moyen Age, avec tant d'héroïsme pour son émancipation, est présenté comme une cohorte de lâches qui se trouve, en définitive, ridiculisée et bafouée. Ce film est, d'ailleurs, fort mal accueilli par le public flamand et hollandais qui voit, dans cette « œuvre remarquable » chère à Thorez une insulte à tout son passé révolutionnaire.

Pour couronner son œuvre, le Congrès a envoyé des adresses (« Humanité » du 27 janvier) au grand savant Jean Perrin, à Mme Lahy-Holebecque (?) et aux membres du Parti : Friedmann et Cogniot, deux universitaires qui ont daigné de militer dans un parti ouvrier, sans oublier, naturellement, les intérêts de leur carrière.

Une organisation ouvrière de classe à genoux devant des intellectuels bourgeois dont les mérites devant le mouvement ouvrier sont presque nuls, qui restent, malgré leur conversion, hommes d'une autre classe — ce spectacle grotesque doit faire rougir de honte tous ceux qui n'ont pas perdu le sentiment élémentaire de dignité révolutionnaire.

PERIODIQUES

« Vendredi » s'attire les foudres des chefs communistes parce qu'il a accueilli un article de Félicien Challaye peu favorable à l'accord franco-soviétique. Mais les chefs communistes ne soufflent mot des autres articles pacifistes à tous crins, confusionnistes à souhait. Les chefs communistes oublient même que « Vendredi » s'est lancé avec leur accord au moins tacite et qu'ils laissent, d'ailleurs, toute latitude à certains rédacteurs communistes pour participer à « Vendredi ».

La page culturelle de « L'Humanité » tranche de moins en moins — si ce n'est par la démagogie — de la page culturelle de « L'Œuvre » ou du « Populaire ». Elle s'inspire du même souci de racoler le plus grand nombre possible d'écrivains et de remplacer tout travail littéraire sérieux par un bavardage éclectique qui veut être brillant. Entre beaucoup de perles, recueillons celle-ci signée Louis Guilloux : « Il est possible, d'une part, que la préméditation, et d'autre part, la volonté de reproduire la réalité telle qu'on la voit, opèrent... dans un sens négatif, paralysant, en tout cas néfaste, pour le roman ». Une pareille affirmation est particulièrement bien venue au moment où l'on prône le « retour à la réalité » et le « réalisme socialiste »...

« La Littérature internationale » (revue littéraire éditée à Moscou) continue, non sans adresse, à masquer l'opportunisme actuel de sa politique littéraire sous des phrases du meilleur marxisme. On distribue astucieusement d'excellentes études de Lénine sur Tolstoï, de Lounatcharski sur Shakespeare, dans des numéros qui exaltent le « Staline » de Barbusse, le « romancier brillant et hardi » qu'est Victor Marguerite, « l'énorme revirement de la littérature française », etc., etc... La revue se donne ainsi un certain ton marxiste en traitant du passé pour dissimuler sa ligne présente toute de flagornerie et de falsifications.

Jacques ROCHE.

REVUE DE LA PRESSE

Les Cahiers du Bolchévisme (n° 1-2, 15 janvier 1936) contiennent, sauf quelques articles d'agitation genre « Huma », une étude interminable de Georges Politzer sur le parti unique. Politzer défend « l'unité idéologique » du parti unique, ce qui signifie pour lui la reconnaissance par le parti du matérialisme dialectique, de l'athéisme, des œuvres de Marx, Engels, Lénine et Staline.

Dans son ignorance, Politzer, dont les articles sont recommandés sur la couverture des Cahiers à la place de ceux de Lénine qui y figuraient dans le temps, ne sait pas qu'aucun parti marxiste, y compris le parti bolchévique, n'a jamais inscrit des points de ce genre dans son programme, qu'Engels combattait les blanquistes qui voulaient inscrire l'athéisme dans le programme du parti. Politzer et ses inspirateurs du C. C. ne comprennent pas que le parti prolétarien est une communauté de lutte politique et non pas une église ou une secte religieuse où les œuvres de Lénine doivent remplacer le Nouveau Testament ou le Coran.

L'Internationale Communiste (n° 1 1936) publie une étude de Kuussinen sur l'application des résolutions du VII^e Congrès de l'I. C. Deux, trois mois après chaque Exécutif de l'I. C., la presse communiste recevait des articles du camarade Kuussinen montrant qu'aucun parti n'avait compris les excellentes décisions de l'I. C. Malgré le grand tournant de 1935, la tradition continue, et Kuussinen démontre de nouveau que les dirigeants des partis communistes n'ont pas compris le rapport historique de Dimitrov, l'ont appliqué d'une façon opportuniste, etc.

Les documents de l'I. C. ont une double face : chaque affirmation est accompagnée de réserves et de restrictions qui permettent de la présenter comme une négation atténuée. C'est donc un travail d'enfant que de prouver que les dirigeants des partis, présents au VII^e Congrès, des rapporteurs, etc. ont mal compris ces documents caoutchouc. La politique réelle de l'I. C., c'est précisément ce que les P. C. font en France, en Tchécoslovaquie, en Angleterre, et non par des formules ambiguës fabriquées par les Dimitrov et les Kuussinen pour couvrir la nudité réformiste de leurs ouailles.

Révolution, organe commun des Jeunesses Socialistes Révolutionnaires et des bolchéviks-léninistes, reproduit dans son n° 24 du 15 février l'éditorial de notre n° 14 sur le Congrès de Villeurbanne. Les camarades l'accompagnent d'une petite note où ils expriment le souhait « que le rapprochement des idées permette une action commune de (avec?) tous ces camarades du P. C. pour l'organisation rapide du nouveau PARTI PROLETARIEN ».

Nous tendons également vers le rapprochement des idées pour une action commune **en vue de reconstruction du parti prolétarien**. Seulement nous croyons qu'il ne sert à rien de vouloir sauter les étapes (« organisation rapide ») et de substituer à l'élaboration sérieuse d'un programme des improvisations. Nous espérons que l'expérience montrera aux camarades qui se groupent autour de **Révolution** que, malgré les apparences, notre voie, travail au sein des organisations ouvrières existantes, est plus efficace, donc plus **rapide** pour atteindre notre but commun : la reconstruction du véritable parti communiste.



Céramant : Tête d'Homme.

Impressions Modernes, 37, boulevard de Strasbourg, Paris (10^e)